DIRECTEUR
Maurice BARDÈCHE

PERIODICAL
READING ROOM

Dans ce numéro :

Maurice BARDÈCHE
Les satellites

●

Un entretien sur l'Europe avec
MAX RICHARD
du mouvement « La Fédération »

●

Bernard VORGE
Lettre à Michel Debré

●

Emmanuel BERL
présente « La France irréelle »

●

Michel BILLÈME
Du Parlement

●

Général PERRÉ
Géostratégie du Moyen-Orient

N° 47
Novembre 1957

Paraîtra prochainement :

La Haute Banque
et
les Trusts
par
HENRY COSTON

Les dessous politico-financiers des événements actuels : Suez et Israël, le Sahara et son pétrole, la « coexistence pacifique » soviéto-capitaliste, la concentration industrielle et commerciale qui étouffe les classes moyennes, etc...

Un document écrasant

En souscription (Prix de faveur) :
Exemplaire numéroté et dédicacé réservé au seul souscripteur ..... 700 frs

Lisez également :

Les Financiers qui mènent le monde, par H. Coston.. 585 frs
Les Lois de l'Hospitalité, par P. A. Cousteau ..... 540 frs
Après le Déluge, par P. A. Cousteau ..... 540 frs
Hugothérapie, par P. A. Cousteau ..... 495 frs
Les Israélites dans la Société Française, par Gygès .. 780 frs
F. Roosevelt, l'Homme de Yalta, par G. Ollivier .... 585 frs
L'A. B. C. du Journalisme, par G. et H. Coston ..... 1.250 frs
Le Mensonge d'Ulysse, par Paul Rassinier ..... 900 frs
Un frac de Nessus, par J. B. Barbier (La politique étrangère de la France de 1914 à 1945), 1.400 pages 2.000 frs

Envoi contre mandat ou chèque payable à Paris

Ajouter 15 % pour les frais d'envoi

LA LIBRAIRIE FRANÇAISE, 51, rue de la Harpe
Paris (Ve) -- C.C.P. Paris 11.447-35

N° 47
6e Année

Défense de l'Occident

NOVEMBRE
1957

Revue mensuelle politique et littéraire

SOMMAIRE

LES IDÉES ET LES FAITS.
— Maurice BARDÈCHE : Les satellites 3
— UN ENTRETIEN sur l'Europe avec Max RICHARD..... 7
— Bernard VORGE : Lettre ouverte à M. Michel DEBRÉ, sénateur 13
— Georges OLLIVIER : L'évolution des relations germano-israéliennes 18
— Général PERRÉ : Géostratégie du Moyen-Orient 25

LES GRANDS PROBLÈMES.
— Michel BILLÈME : Du parlement 34

ÉTUDES.
— Emmanuel BERL présente « La France irréelle » 42

CHRONIQUES.
— Chronique du mois (Jacques POILLOT) 47
— Chronique européenne (Pierre SAUCHET) 54
— Informations européennes 57

LES LIVRES DU MOIS.
— Michel Debré : « Les princes qui nous gouvernent ». — Jacques Fauvet : « La France déchirée » 63

A PROPOS du Journal d'Anne Frank. — Bernard VORGE : « L'action et la folie » 67

DOCUMENTS.
— P. SAINT-GERMAIN : La fonction politique du patronat.... 71
— Pierre FONTAINE et La nouvelle course au pétrole 74
Nos lecteurs nous écrivent 77

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, 51, rue de la Harpe, Paris (5e) (Bureau de la Librairie Française).

CORRESPONDANT RESPONSABLE EN BELGIQUE : M. Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles.

CORRESPONDANT A ALGER : M. Yves Jeanne, 8e Groupe, Bt C., boulevard Lutaud, Alger.

Abonnement. — 1 an : 1.200 fr. ; Etranger : 1 an : 1.400 fr.
Soutien : 3.000 fr. — Propagande : 5.000 fr.
C. C. P. : 2182-19 PARIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

.....

Signature

Abonnements. — 1 an : 1.200 fr.

Etranger : 1 an : 1.400 fr.

Soutien : 3.000 fr. ; propagande : 5.000 fr.

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à : Les Sept Couleurs, 51, rue de la Harpe, Paris-5e, C.C.P. 2182 19 Paris.

LES IDÉES ET LES FAITS

LES SATELLITES

Je ne sais si l'on pourra jamais faire une histoire véritable de notre époque. On sait que j'ai toujours été assez sceptique sur ce point. Si jamais on tente cette entreprise, je souhaite vivement qu'on ne minimise pas les ravages produits dans l'opinion par un des fléaux du monde moderne, le goût du sensationnel à tout prix, la manie des titrages, des grandes nouvelles, des frissons de peur ou d'angoisse. Ce n'est pas seulement spéculation de marchands de papier. Notre époque a les nerfs malades ; le sensationnel est une drogue pour elle ; elle a besoin de sa ration. Cette intoxication des nations est déjà très grave par elle-même. Nos nations n'ont plus de santé, plus de force, plus d'esprit de décision parce qu'elles sont névrosées, comme elles sont aussi abattues et diminuées par le métissage et par l'alcool. Mais il n'y a pas seulement cela. Le titrage, la poursuite du sensationnel altèrent les perspectives des événements, c'est évident, mais plus encore, *créent* des événements. L'opinion s'*auto-suggestionne*, sous la direction de quelques fakirs qui ne sont même pas des malins ni des machiavels, mais seulement des tâcherons qui essaient de sortir une « septième » ou une « huitième dernière » plus tonitruante que celle du salarié d'en face. Nous finirons comme les foules hindoues par *voir* des sorciers monter à des cordes qui se dressent toutes seules en l'air. Des peuples entiers finissent par oublier l'évidence au son de cette musique nègre. Ils s'inventent des paniques, ils entrent en transe, ils dansent comme des derviches sur un tam-tam mystérieux qu'on fait entendre à nos oreilles ; comme les rats de la légende, ils finiront par suivre vers je ne sais quel abîme un joueur de flûte de Hamelin.

Parce qu'une escouade de savants russes a lancé un objet rond à trois cents kilomètres trois mois avant qu'une escouade de savants américains ait réussi à le faire, voilà la danse de Saint-

Guy qui s'empare de l'espèce humaine. L'affollement ou la joie hystérique s'emparent de chaque moitié de l'humanité comme une hypnose collective. Quelle puissance que l'imagination, quelle force inconnue et effrayante ! Or, qu'y-a-t-il au fond des faits ? Une avance technique de six mois qui représente douze mois de danger politique. Tout le monde est d'accord, en effet, pour affirmer que, dans trois mois, les Américains auront lancé eux aussi un objet rond et que, dans un an, ils produiront comme les Russes des fusées intercontinentales, capables de détruire avec précision n'importe quelle zone de l'espace soviétique comme les Russes pourront détruire avec précision n'importe quelle zone de l'espace américain. Dès lors, le problème *sérieux* est simple : les Russes sont-ils capables de mettre à profit les douze mois pendant lesquels ils disposent d'une supériorité dangereuse pour déclencher une guerre préventive ? Pour toutes sortes de raisons, la réponse est : non. La Russie de Krouchtchev, qui n'est pas la Russie de Staline, est aussi incapable de déclencher une guerre préventive que l'Amérique de Truman ou d'Eisenhower. Donc, tout le reste est fait-divers.

Mais ce qui n'est pas fait-divers malheureusement, c'est que l'atmosphère d'affollement et de panique créée artificiellement par les trémolos à l'aide desquels on a annoncé cette nouvelle à peu près dénuée d'intérêt et d'importance *véritables* a pour effet de susciter des actes ou des états de nervosité qui, eux, contiennent un effectif danger de guerre. Si la situation militaire n'a changé que provisoirement et sans que personne puisse profiter d'une manière décisive de ce changement, par contre la poussée psychologique qui s'exerce sur toutes sortes de fronts contre les positions de l'Occident a reçu un appoint considérable, non seulement du fait lui-même, mais de l'intérêt passionnel avec lequel la presse occidentale l'a commenté.

La faiblesse des démocraties est dans leurs nerfs et dans leur régime. La fausse liberté qu'elles assurent aux peuples, elles la font payer un prix exorbitant. Rien n'est changé en vérité à la puissance industrielle des Etats-Unis. Leur production reste aussi formidable, leur supériorité sur la Russie est aussi éclatante, leurs bases sont aussi proches tandis que celles de la Russie restent lointaines. Mais une fois de plus, les démocraties ont montré dans la guerre des nerfs leur effarante infériorité. Sur ce plan, elles ne savent ni prévoir ni se défendre. Et cette infériorité est d'autant plus grave que l'apparition des armes monstrueuses des temps modernes prouve chaque jour davantage que les guerres classiques, les guerres de destruction par le feu n'ont plus d'autre fonction, si elles en ont une, que d'être le dénoue-

ment brutal et apocalyptique des guerres véritables de notre temps qui sont des guerres psychologiques. Et c'est en cela que l'Occident a subi une défaite, et comme d'habitude, non par l'événement lui-même qui n'est rien, mais par son effroi devant l'événement qui est tout.

La guerre a toujours consisté à occuper le territoire de l'adversaire et les armes, qu'elles soient des arbalètes, des obus ou des bombes à hydrogène, ne sont que des moyens pour briser les murailles que la victime oppose à l'agression. Or, dans le monde moderne, — et c'est là où est la découverte des états-majors communistes — on peut occuper une nation en s'emparant non des villes mais des volontés : on peut se rendre maître d'une nation en paralysant ses volontés, en les stupéfiant et en les décourageant, et en permettant ainsi à une minorité résolue de mettre la main sur des pays tout entiers, par une opération interne qui peut être aussi bien un renversement des alliances qu'un coup de force, ou une manœuvre d'intimidation. Or ces offensives politiques qui sont les victoires et les défaites des guerres modernes sont d'autant plus irrésistibles que les armes qu'on découvre chaque année sont plus meurtrières : car s'il était concevable, il y a dix ans encore, que les Etats-Unis fassent la guerre pour renverser une situation de fait créée quelque part par un putsch communiste ou para-communiste, une telle intervention est désormais impossible en raison des dangers immenses auxquels elle exposerait les Etat-Unis eux-mêmes, elle n'est plus, il faut bien s'en persuader, qu'une menace purement verbale. L'apparition de l'arme absolue donne donc une valeur plus grande qu'elle n'en eut jamais à l'existence des formations communistes ou crypto-communistes, arme exclusivement soviétique à laquelles les démocraties n'ont rien qui corresponde.

Les découvertes dont on nous fatigue les oreilles mettent donc en évidence finalement non pas l'importance des armes balistiques à longue portée qui ne seront peut-être jamais utilisées si les deux adversaires les possèdent, mais l'importance du matériel politique de la guerre froide qui devient de plus en plus capitale à partir du moment où s'accentue ce que nous appelions dans nos articles d'il y a trois ans *la paralysie des géants*. Si donc il est important que les nations d'Europe acquièrent elles aussi le matériel qui est indispensable à la défense des Etats modernes, il est plus important encore, en raison de leur position géographique, qu'elles rendent impossible toute *occupation* de leur territoire par les minorités communistes qui sont chez elles des éléments opérationnels sur lesquels l'état-major soviétique comp-

te pour créer les *situations de fait* qui sont les *mouvements* de la guerre moderne.

Ce n'est donc pas tout d'opposer aux grands empires une construction européenne qui permette à nos pays de jouer un rôle à côté d'eux. Il faut aussi que nous comprenions les conditions nouvelles des guerres modernes. Il est capital pour notre avenir que les régimes des pays européens leur permettent une défense efficace contre les partis communistes : et cette défense efficace ne peut consister seulement en un anti-communisme purement verbal qui laisse par ailleurs les partis communistes s'organiser, peser sur la politique nationale et préparer la prise du pouvoir par eux ou par leurs amis ou leur association au pouvoir dans des formations de prétendu « front populaire ». Ce n'est pas assez de « ne pas compter » les voix communistes dans le calcul des majorités. Nous avons besoin d'une protection plus complète devant l'évolution de la carte stratégique, Nous courons les plus grands dangers si les partis communistes, fouriers et instruments de la stratégie soviétique dans la guerre froide, ne sont pas dès maintenant dissous et frappés d'interdiction. Là encore, c'est notre désarroi et notre hésitation, c'est-à-dire ce sont les défaillances et les faiblesses de notre moral qui nous mettent en péril beaucoup plus que notre infériorité en matériel et en forces.

Maurice BARDÈCHE.

P.-S. — J'ai à relever une erreur qui s'est glissée dans mon dernier article. Enumérant quelques-uns des Allemands qui ont servi loyalement et avec désintéressement leur pays, je citais le nom de Speer, le ministre de l'Armement du Reich. C'est un lapsus qui n'aurait pas dû m'échapper en relisant les épreuves. Un de nos lecteurs me le fait remarquer dans une lettre que nous insérons dans notre courrier des lecteurs.

Un entretien sur l'Europe

avec MAX RICHARD

du Mouvement " La Fédération "

Ouvrant ce mois-ci une chronique d'analyse et d'informations européennes, nous avons voulu demander à l'un des promoteurs de l'idée européenne de nous faire le point sur celle-ci, sur ses combats, ses réalisations et ses perspectives. Rédacteur en chef de la Revue « Fédération », membre du Bureau exécutif du Mouvement Fédéraliste Français, Max Richard a bien voulu, à titre personnel, nous brosser le tableau réel, sous la facilité des discours, des forces en présence et de leurs points d'application.

— *Pouvez-vous nous rappeler comment se sont posés les premiers cadres de l'action européenne ?*

— « Tout de suite après la fin de la guerre, il est apparu à des esprits venant de tous les points de l'horizon géographique et politique que les liens devaient être resserrés entre les divers pays de la vieille Europe. Devant l'évidence que la guerre avait été en réalité gagnée par les deux géants, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union Soviétique, devant l'évidence aussi que les forces désormais mises en action rendaient impossible à nos pays isolés la défense de leur indépendance, il apparaissait à des esprits de plus en plus nombreux que l'option essentielle était bien celle formulée alors par Attlee : « s'unir ou périr ». Mais si ce souhait de l'unité restait une vue de l'esprit, il se marquait déjà deux tendances dans sa conception. Pour les uns, l'Europe n'était qu'une étape sur la voie qui menait à une sorte de gouvernement mondial — c'est l'époque où apparaissait le mondialisme —, pour d'autres, dont j'étais, cette manière de super-gouvernement de l'O.N.U. était une parfaite chimère avec son rêve de plier à sa loi les gouvernements américains et russes tout glorieux de leur

victoire. Qu'ils soient ou non partisans d'une « troisième force » entre les deux Grands, les vrais Européens concevaient bien plutôt l'Europe comme un ensemble de valeurs, une civilisation commune. Je reviendrai d'ailleurs sur ce point. »

— *Quel a été alors le premier pas réel vers l'organisation européenne ?*

— « Le premier appel a été lancé à la fin de 1946 à Zurich par Churchill, demandant à la France et à l'Allemagne de découvrir ensemble leur vocation européenne. Ici apparaît une ambiguité fondamentale, que nous retrouvons encore en 1957, à propos de l'intégration économique, dans les rapports entre la Grande-Bretagne et le Continent : l'Angleterre pousse les pays continentaux à s'unir en laissant entendre qu'elle les rejoindra le moment venu. A la même époque, les premières rencontres s'effectuent, à l'instigation des Français, entre les fédéralistes d'Europe. Puis, c'est en juin 1947 le Congrès fédéraliste de Montreux, réunion qui coincide à peu près avec le fameux appel du général Marshall d'où sortira bientôt le *Plan* devenu célèbre sous son nom, accompagné de l'organisation européenne de coopération économique (O.E.C.E.), et refusé par le bloc soviétique qui se forme.

L'année suivante, au mois de mai 1948, c'est le fameux « Congrès de l'Europe », à La Haye. Depuis l'année précédente l'atmosphère a bien changé. L'illusion mondialiste est dissipée en même temps que les rêveries de « 3e force ». La situation se tend entre les deux Grands. Le rideau de fer vient de tomber avec le coup d'Etat de Prague (février 1948).

A ce congrès, qui réunit nombre de personnalités, Churchill préside. Il devient de plus en plus évident aux esprits lucides que l'Angleterre cherche à contrôler un rapprochement, mais qu'elle n'entend nullement y participer. Des observateurs allemands sont présents cette fois avant que des délégués officiels soient bientôt admis au Conseil de Strasbourg né de ce congrès. Il est au reste réconfortant de voir que ni les fictions juridiques ni les ressentiments ne résistent devant les faits. Pas d'Europe sans Allemagne : tout se plie à cette évidence malgré le paradoxe qui conduit à transmettre les recommandations du Congrès aux gouvernements membres du Pacte de Bruxelles, pacte dirigé avant tout contre l'Allemagne ! »

— *Des tendances apparaissaient-elles déjà parmi les membres du Congrès ?*

— « Certainement. Trois tendances essentielles se manifes-

tèrent déjà qui devaient toujours persister par la suite parmi les partisans de l'idée européenne.

Il y avait ceux que j'appellerai les « fusionnistes ». Ceux-ci étaient partisans de l'organisation d'élections générales au suffrage universel direct, c'est-à-dire de l'appel aux peuples par dessus la tête des gouvernements. Neuf ans plus tard, on retrouve cette utopie pseudo-révolutionnaire parmi les « maximalistes » de l'Européisme : les Italiens surtout, suivis par quelques activistes français. Il y avait les fédéralistes, partisans d'institutions européennes *sui generis* négociées entre les gouvernements, grâce à un Pacte fédéral fondant l'Europe politique dans le respect des nations constituantes. Il y avait enfin le grand nombre, le marais des « unionistes », partisans d'une vague union se contentant le plus souvent de vœux pieux.

Et puis vous connaissez la suite, le Conseil de Strasbourg dont le rôle, sans être absolument négligeable, est bien mince car il ne dispose d'aucun pouvoir — et surtout les différentes communautés fonctionnelles des Six : charbon-acier (C.E.C.A.) depuis 4 ans, et en gestation depuis les traités de Rome du printemps dernier, le Marché commun et l'Euratom.

L'échec de la C. E. D. a bien sûr retardé l'organisation politique à laquelle conduisent ces réalisations partielles. Mais enfin des progrès incontestables ont été réalisés, notamment par le fait que la Cour de Justice et l'Assemblée commune de la C.E.C.A. voient aujourd'hui leur compétence étendue aux problèmes du Marché Commun et de l'Euratom. »

— *Ce sont en somme les thèses fédéralistes qui l'ont emporté ?*

— « Je voudrais, à ce point de vue, préciser le point de vue doctrinal des fédéralistes de « *La Fédération* » : « La Fédération » n'est pas un mouvement européiste, c'est un mouvement qui trouve dans l'Europe un des points d'application de sa doctrine générale. Ce mouvement est avant tout fédéraliste, c'est-à-dire tourné contre le centralisme jacobin qui voit dans tout *sujet* politique une matière homogène. Nous travaillons pour fonder une société fédérale, fondée sur les communautés naturelles et sur l'association des hommes, sur l'organisation de toutes les sociétés légitimes à tous les échelons, sur les diversités irréductibles et sur le règlement des problèmes à l'échelon précis où ils se posent.

Ce que nous cherchons à trouver, c'est un juste rapport entre la persone et le groupe, l'unité et la diversité, à travers

une série de communautés articulées au sein desquelles l'homme assume ses responsabilités et travaille à son épanouissement : la commune, la région, la nation, l'Europe. C'est en cela que l'Europe est le corps que nous voulons fédérer. De là vient le problème de notre séparation avec *l'Union européenne des fédéralistes*. Celle-ci en donnant la priorité, sous l'influence de frénétiques irresponsables, à l'idée insensée d'un « congrès du peuple européen » donnant naissance à une impossible Constitution européenne, retrouve un jacobinisme en révolte contre une Sainte-Alliance des gouvernements. Or cela ne correspond à rien. De plus dans l'Europe, ce n'est pas l'espace géographique qui nous intéresse, c'est le point d'application et de réalisation d'un certain nombre de valeurs. Et l'Europe ne peut pas être contre les patries, contre les nations, elle doit être au contraire l'épanouissement des patries. On ne constitue que ce qui est institué. Nous ne renonçons à rien, et surtout pas à notre patrie, nous élargissons, nous ouvrons les fenêtres, nous dépassons les scléroses nationalitaires.

C'est pourquoi nous avons fondé avec l'*Europa-Union* allemande et le mouvement fédéraliste hollandais, l'*Action Fédéraliste Européenne*, qui groupe maintenant des fédéralistes de dix nations européennes, décidés à agir dans le concret et non à discourir dans les nuages.

— *Cette position concernant l'Europe peut-elle avoir des conséquences sur le plan intérieur ?*

— Je vous rappelle d'abord ce que je vous ai dit sur le plan de notre action générale et pas seulement européenne. En ce sens, il n'y a pas subordination du national à l'international ou réciproquement, mais conséquence sur l'un et l'autre domaine des principes généraux du fédéralisme.

Mais je prends votre question telle qu'elle est. Regardez la C.E.C.A. : une Haute Autorité qui gouverne, une Assemblée qui contrôle. Pas de confusion. Les uns dirigent, les autres surveillent mais n'interviennent que dans les cas précis où les pouvoirs sont outrepassés. C'est là un assez bon système ? Notre régime parlementaire et partisan, dont les résultats sont peu fameux, pourrait peut-être s'en inspirer...

Sur le plan intérieur, « La Fédération » cherche à être présente partout. Nous ne faisons de rien une question de principe institutionnel préjudiciel. Nous sommes prêts à tout examiner du moment que cela tend à créer des rapports *orga-*

niques entre l'individu et le groupe, et non des rapports abstraits, mécaniques et donc oppressifs ».

—Quels sont les objectifs immédiats du développement européen ?

— Vous savez, chaque réalisation, même minime, apporte sa pierre à l'édifice. En ce sens tout est programme immédiat. Mais, à plus longue échéance, c'est évidemment un début d'intégration politique qui est à l'étude : une Autorité fédérale est indispensable. Dans ce but, nous réunirons au printemps ou à l'été de l'année prochaine, un Congrès international, qui aura peut-être autant d'influence sur la création d'une Communauté politique européenne qu'en a eu sur la signature des traités de Rome la Conférence économique internationale que nous avons organisée le printemps dernier.

— Je voudrais passer maintenant à un autre domaine, et vous demander quelle est votre position en face de l'Afrique en général et de l'Algérie en particulier ?

— « Vous faites bien de lier les deux problèmes. Nous ne concevons l'Europe que dans l'expansion, et l'expansion c'est l'Europe liée à l'Afrique. Cette liaison est d'ailleurs le gage de notre indépendance sur le plan mondial, dans la fidélité à l'alliance atlantique bien entendu. Mais pour que cette Eurafrique puisse se faire, il faut imaginer un type nouveau de lien constitutionnel.

Le problème est le même pour l'Algérie. Dans le système jacobin, nous n'imaginons que deux solutions : la fiction de l'identité ou la sécession. Cela doit forcément casser. Il faut permettre l'évolution et le développement sans aboutir au démembrement. C'est pourquoi nous demandons une République fédérale.

— Sur l'Algérie, êtes-vous d'accord avec vos partenaires fédéralistes européens ?

— Précisément les deux questions découlent l'une de l'autre. Nous, nous souhaitons en Algérie le rétablissement de l'ordre, puis la création immédiate d'une structure fédérale réelle. Or, notre situation est très difficile. Nous disons à nos amis européens : l'Europe ne peut économiquement et stratégiquement se passer de l'Afrique. Sans l'Afrique, l'Europe est dépendante, et ses défenses sont tournées. Si nous sommes évincés, l'Europe tout entière est chassée d'Afrique et l'Eurafrique avorte. Mais eux nous répondent : il est prouvé que

vous ne parvenez pas à trouver une solution. En poursuivant la répression vous détériorez encore la situation, vous aggravez la coupure entre les deux communautés et mettez ainsi en péril le dialogue avec toute l'Europe. C'est avec le monde arabe tout entier que vous risquez de provoquer la rupture, rupture non seulement vis-à-vis de l'Europe mais vis-à-vis du monde libre tout entier.

Nous sommes donc, surtout depuis le rejet de la loi-cadre, dans une situation délicate, conduits à batailler pour obtenir la compréhension de nos amis.

Il y a là un problème très grave et très lourd de conséquences, il ne faut pas se le dissimuler. Nous risquons sans cesse sur ce sujet la coupure avec nos amis européens. Ceci ne concerne pas les seuls fédéralistes, mais tous les Français dans leurs rapports avec l'étranger. »

— *Oui, cela est très grave. Mais croyez-vous aux chances réelles, aux possibilités mêmes du fédéralisme ?*

— « Nous revenons au problème du régime. Le fédéralisme postule un pouvoir fort et stable qui unisse, un pouvoir fédérateur, qui puisse donner carrière aux autonomies nécessaires *en même temps* qu'il assure la cohésion.

Il ne s'agit donc pas de *fuir en Europe,* comme nous en accusent les adversaires de l'Europe, de considérer que toutes les difficultés s'aplaniront brusquement au seul énoncé du mot magique : Europe, mais de rompre nos habitudes pernicieuses.

L'Europe des patries, la réforme radicale du régime, la création d'une communauté fédérale France-Afrique, tels sont les buts immédiats que vise notre action. »

C'est aussi en songeant tout spécialement à eux que nous avons très vivement remercié Max Richard pour cette évocation d'une Europe libre et de ses conditions intérieures.

Bernard VORGE

Lettre ouverte
à M. MICHEL DEBRÉ, sénateur

Monsieur,

Vous venez de publier un livre admirable « Ces princes qui nous gouvernent... » et la qualité de l'analyse augmente encore l'importance des questions que vous y traitez. L'estime facilite toujours le dialogue et c'est pour cela que je me permets de m'adresser à vous, pour autre chose qu'un simple exercice de rhétorique.

Non seulement avec une grande rigueur intellectuelle, mais aussi avec une parfaite loyauté, vous analysez les mécanismes et les tares d'un régime effroyablement néfaste. Mais à la différence de tant d'autres, vous semblez véritablement penser à l'action et vouloir en préparer les conditions. Un minimum de considérations théoriques, aucun préjugé idéologique, mais les *sujets* de la politique nettement définis : la Nation et, par son intermédiaire, l'individu ; et une recherche des faits : qui *est* le régime ? entre les mains de qui est-il réellement ? quel est son fonctionnement réel ? quelles sont ses maladies ? quels sont les remèdes possibles ? C'est le dossier d'urgence que vous présentez en quelque sorte : si demain on attaque le problème, voilà la tâche de chaque jour. Car vous savez qu'en politique il n'y a pas de mues, il n'y a que des mutations brusques d'un régime à un autre. Le nôtre est si mauvais — l'on dirait presque *physiquement* mauvais — que vous êtes parfaitement fondé à envisager un système intermédiaire qui présidera à cette mutation, système de type *apolitique*, ou plus exactement *prépolitique*. Car à vrai dire ce sont les conditions mêmes de toute politique future qui sont en cause.

Tout au long de ce cheminement nous vous suivons pas à pas, nous nous sentons en total accord avec vous,

éprouvant même comme une sorte de sensation de délivrance : les nuées de l'idéologie, du ressentiment se dissipent. Il semble que l'on dépose quelques instants la besace par laquelle chacun s'accable du poids de sa vie, pour regarder enfin le présent en face. La seule question que nous nous posions encore — furtivement, pour revenir à ses démons et comme entre parenthèses — est celle-ci : mais y a-t-il si loin de tout cela à une certaine tradition fasciste (je vous sais bien sûr assez intelligent et assez honnête pour ne pas donner à ce mot le sens magique que lui ont forgé les antifascistes) ? Avec un accent plus fortement posé sur l'acceptation joyeuse de l'avenir, sur le travail en commun destiné à surmonter la solitude originelle de l'homme, sur ce mélange précis et pourtant quelque peu romantique d'optimisme et de pessimisme qui forme le fond de l'âme fasciste, nous serions bien près d'une exacte ressemblance. Mais enfin laissons cela, nous sommes dans une phase constructive où ces considérations n'ont rien à faire, vous nous réapprenez de votre côté un sens plus grand de la liberté, nous échangeons peut-être ainsi, cela est bien. Et puis, il y a les tâches urgentes...

⁂

Et voilà que brusquement, à la fin de votre ouvrage, précisant votre idée sur ce régime de transition, vous écrivez : « *Dans le moment présent la nation a la chance, si l'on peut s'exprimer ainsi, de disposer d'une légitimité de rechange, celle du général de Gaulle* ». Ainsi c'est cela le fond de votre pensée durant tout cet ouvrage : faire appel au général de Gaulle ! La déception est profonde. Nous nous trouvions déjà partis d'un bon pas sur le terrain des faits, vers l'avenir, et brusquement le nom du général de Gaulle nous ramène aux pires fantasmagories du passé. Il faut le dire nettement, Monsieur, cela ne va pas du tout ! Vous nous aviez libérés tous, vous et nous, un instant. Vous nous replongez tous dans la caverne aux ombres déformées.

Car enfin, sur le plan des faits, le général de Gaulle devrait exactement être *le dernier* appelé pour cette tâche que vous assumez au chef du gouvernement intermédiaire. L'on dit souvent que notre personnel politique

n'est pas plus mauvais qu'un autre, qu'à chacun c'est l'autorité et la continuité qui manquent, que beaucoup seraient capables de grandes réalisations si on leur en fournissait les moyens. Et on peut le croire. De chacun et de n'importe qui on peut le croire... sauf du général de Gaulle, *puisqu'il les a déjà eus !* Il est le seul en France a avoir eu un pouvoir bien plus étendu que celui que vous envisagez. Plus tard encore il a été à la tête d'un grand mouvement d'opinion qu'il pouvait utiliser. Qu'a-t-il fait ? Rien... ou pire. En tout il a échoué, sauf en ce qui ne dépendait pas de lui et d'où tout a découlé : la victoire des Alliés.

Mais vous le voyez, déjà je m'irrite, je hausse le ton. Je sais ce que vous me direz : ce sont les conditions politiques qui l'ont empêché, il n'a pas pu en fait mener sa politique à lui ». Eh oui, c'est bien cela, c'est un homme politique comme les autres. « C'est plus que cela, me direz-vous, c'est un symbole ! ».

Et en réalité c'est bien sur ce plan que vous vous placez et non sur celui des faits : c'est comme à un symbole que vous pensez au général de Gaulle. Or véritablement, Monsieur, en conscience, ce symbole ne peut pas en être un pour l'ensemble du pays. Lorsque vous écrivez : « Sa légitimité monte à mesure que celle du régime s'abaisse », vous tombez dans la même irréalité idéologique, dans le même aveuglement volontaire et confortable que vous dénoncez chez certains de nos *princes*. Vous savez bien que non ! Vous savez bien que, pour beaucoup de Français, sa responsabilité est très directement engagée dans l'établissement et l'orientation de ce régime. Je ne dis même pas qu'ils ont raison, mais c'est un fait qu'ils le pensent.

Il y a plus grave encore : son nom est lié à tout jamais à une époque sinistre où les Français ne s'aimaient pas, où, *pourtant libres*, ils se tuaient entre eux. Et au fond de vous, cela encore, vous le savez bien, Monsieur. Voyez-vous — et je ne parle de moi que parce que je ne suis pas le seul — j'avais dix huit ans en 1944. Auparavant c'était la guerre avec ses passions, ses fureurs et ses nécessités nés d'une situation de force. Mais je me rappellerai toujours le sentiment de la paix revenue, des Français à nouveau entièrement maîtres de leurs actes et la stupeur de voir un homme tout puissant continuant, froidement, sans un mot, à faire tuer des

Français. Je vous livre cela comme une *image* au delà de la discussion : il y a douze ans de cela, elle est toujours aussi vive en moi. « Ces hommes, qu'il faisait tuer, avaient accepté l'asservissement du pays » me direz-vous peut-être comme vous l'écrivez. Mais moi qui ai appris dans les historiens l'histoire de cette époque, je sais bien que cela n'est pas vrai, que seules les passions de l'époque rejetaient tout le noir dans le ou les autres camps pour en garder tout le blanc dans le sien !

Et puis voudrez-vous toujours prouver que les haines d'autrefois étaient justifiées ? voyez-vous dans quelle laideur vous allez vous enfoncer et à quelle paralysie arriver ?

Je dois encore vous dire ceci, Monsieur : nous sommes quelques uns à avoir fait un long effort pour parvenir à nous échapper des obsessions dans lesquelles les chocs d'une époque folle nous avaient enfermés. Nous avons enfin réussi à prendre quelque distance avec le passé, nous commençons à pouvoir juger plus librement. Et cela est bon parce qu'à s'obstiner à le défendre en bloc tel qu'il fût dans les faits, on en arrive inconsciemment à défendre d'autres valeurs que l'on n'a pourtant jamais eu l'intention d'assumer. Une chose me frappe : c'est de constater à quel point de Gaulle que vous honorez a subtilement pris le rôle de Pétain que vous détestiez ! Il ne s'agit pas bien entendu de comparer les personnes (car pour ma part je préférerai toujours le sens du concret de celui-ci à la démence *saint-justienne* de celui-là) mais les *rôles* à des moments différents de l'histoire. Il s'est produit un de ces glissements proustiens par lequel on retrouve un personnage dans l'attitude exacte de celui qu'il condamnait sans cesse et qui par là le fascinait. Vous savez bien ce que rapportent tous les visiteurs du général de Gaulle : un personnage obsédé par son rôle historique, théorisant sur l'action mais revenant sans cesse à Clovis, attendant le malheur, un déjà vieil homme ayant fait des catastrophes son climat d'élection, à la fois prisonnier et gardien de sa propre statue, fidèle à ses seuls admirateurs. C'est identiquement le portrait que vous brossiez du Maréchal Pétain. Il y a de quoi faire rêver !

Mais enfin cela c'est votre affaire, ce sont les problèmes de votre fidélité. Je comprends très bien que vous lui restiez d'une certaine manière attaché, mais je

crois que vous ne rendez service à *personne* en voulant encore lui faire jouer un rôle politique. Pour ses amis, ce qu'il *symbolise* ne coïncide plus avec ce qu'il incarne aujourd'hui (songez à l'éclatement des gaullistes dans tous les horizons politiques, seul son silence maintient l'équivoque) pour les autres, son seul nom les ramène à une époque de souffrances, dont l'obnubilation passionnelle ne fut pas la moindre, et dont nous voulons nous libérer.

Vous écrivez, Michel Debré, tout à la fin de votre livre : « *Gaullisme et antigaullisme appartiennent au passé* ». Vous nous avez donné là un grand espoir. Si c'est pour nous proposer, à la ligne suivante un gouvernement du général de Gaulle, nous ne comprenons plus. S'il n'y a plus de gaullisme, le général de Gaulle n'est plus rien, qu'un problème personnel pour certains, amis et victimes, et historique pour tous.

Je vous ai écrit tout cela, Michel Debré, parce que vous parliez bien, loyalement, d'un regroupement en vue d'une action réelle possible. Tout votre livre m'avait évoqué cette très belle parole d'Oliveira Salazar « Je veux réapprendre à mon peuple à vivre habituellement » — pour cela le problème est peut-être plus grave que vous ne pensez : je vous en supplie, ne parlons plus jamais d'un rôle possible du général de Gaulle.

Bernard VORGE.

Georges OLLIVIER

L'évolution des relations germano - israéliennes

Le temps paraît loin où les Juifs dominaient l'Allemagne et la Russie. C'était à l'époque de la Social-Démocratie, maîtresse de Berlin et du Bolchevisme, cherchant sa voie en U.R.S.S. Peu d'années nous en séparent, mais tant d'événements se sont produits depuis lors que la perspective est faussée.

Progressivement, à la suite de l'élimination de Trotzky, Kamenev et Zinoniev, de la campagne anti-sémitique de Staline, les Juifs ont perdu le pouvoir à Moscou. En Allemagne, depuis 1945, ils ont reconquis de l'influence, mais sont peu nombreux et cherchent surtout à agir du dehors sur le gouvernement de Bonn.

⁂

Nous avons eu plusieurs fois l'occasion de faire le point de la situation des Juifs en U.R.S.S. Aussi ne nous arrêterons-nous pas beaucoup sur leur cas aujourd'hui. Nous noterons seulement un fait qui marque leur décadence : l'élimination de Lazare Kaganovitch du Soviet suprême et du Politbureau, en même temps que Malenkov, Molotov et Chepilov. Il reste au comité central du parti, mais chacun se demande s'il pourra s'y tenir très longtemps.

Aucun Juif ne siège plus maintenant dans les conseils du gouvernement soviétique. Le fait n'est pas sans causer une certaine émotion dans la *diaspora* : la *Jewish Chronicle* (Londres) du 5 juillet, lui consacre deux articles : un d'information en première page et un éditorial.

Cependant, les informateurs avisés estiment que l'élimination de Kaganovitch n'aura vraisemblablement pas d'effet immédiat sur le sort des trois millions de Juifs de l'U.R.S.S. Avec une pointe de mauvaise humeur, ils rappellent que ce fils d'un cordonnier ukrainien avait un sens de l'opportunisme assez déplaisant. Il avait rompu avec la foi de ses ancêtres, était entré au Parti communiste à dix-sept ans (il en a maintenant soixante-quatre) et était devenu le beau-frère de Staline en même temps que l'un de ses plus fidèles collaborateurs. Position qui l'avait amené à prendre parti contre son coreligionnaire Trotzky et à approuver toutes les épurations dont beaucoup de Juifs éminents étaient, parmi beaucoup d'autres, les victimes. Son attitude pendant le complot des blouses blanches n'est pas connue, mais on doute qu'elle ait pu être favorable.

Il y a une justice immanente et c'est elle qui atteint le rénégat. Kaganovitch avait favorisé la carrière de Krouchtchev à ses débuts. C'est lui qui l'avait fait nommer secrétaire du Parti communiste ukrainien et l'avait présenté à Staline. Sans Kaganovitch, Krouchtchev ne serait peut-être pas arrivé au sommet de la hiérarchie soviétique ou il y serait arrivé plus difficilement et plus tard. Il l'oublie aujourd'hui et se montre foncièrement ingrat et de surcroit antisémite. Ce n'est peut-être pas très rassurant pour l'avenir.

***

Alors qu'en U.R.S.S. l'influence des Juifs décline et que la section britannique du *World Jewish Congress* attend avec anxiété que se confirme la nouvelle d'une autorisation pour les intéressés d'émigrer en Israël, en Allemagne ils cherchent à renforcer l'influence que les circonstances de la guerre leur ont permis de reprendre depuis 1945.

Après l'arrêt des hostilités, ils ont largement usé du port de l'uniforme américain ou soviétique pour veiller à la stricte exécution du plan Morgenthau, faire procéder à l'arrestation de suspects de crimes de guerre, ameuter la presse mondiale contre les inculpés, faire venir à grand frais des témoins pour déposer aux procès et pousser au démontage des usines.

Comme les Alliés, ils avaient seulement oublié que l'Allemagne est un pays beaucoup trop dynamique pour être indéfiniment mis en tutelle et que sa position au centre de

l'Europe ferait, tôt ou tard, d'elle l'enjeu de la lutte entre les Occidentaux et les Russes.

Dès que les Russes eurent constitué le gouvernement de Pankow et, avec le concours d'anciens nazis blanchis tout exprès, une police dont l'armement ressemblait étrangement à celui d'une troupe régulière, les Alliés répliquèrent par la création du gouvernement de Bonn et parlèrent d'intégrer des divisions allemandes à une armée qui cesserait d'être d'occupation pour devenir de protection.

C'est alors que l'opinion juive mondiale s'alarma, rappelant les souffrances indicibles du peuple juif. Un peu partout, et particulièrement en Angleterre, des groupes d'anciens combattants, de résistants et de victimes du nazisme manifestèrent, votèrent des motions et en appelèrent aux hommes d'Etat. Il n'est que de relire la collection de la *Jewish Chronicle* pour se convaincre de l'ampleur du mouvement.

C'est aussi un moyen de comprendre l'efficacité des moyens employés.

Il n'était dans les pouvoirs d'aucune grande association : Alliance israélite universelle, Congrès juif mondial ou *B'Nai B'rith* d'empêcher la création du gouvernement de Bonn et ses ennemis de la veille n'ont pas tardé à voir le bénéfice qu'ils pouvaient en tirer, mais il était dans leurs moyens de contrarier le recrutement des fonctionnaires et de retarder la renaissance de l'armée allemande.

Il suffisait à tous les périodiques juifs d'Europe et d'Amérique de signaler des manifestations néo-nazies, la production d'un film joué par un ancien favori du IIIe Reich, pour que les notes de protestation contre la nomination d'anciens nazis à des fonctions publiques, plus tard à des postes dans l'armée en formation, prennent tout leur effet et que le *Board of Deputies* demande à un parlementaire travailliste, généralement Barnett Janner ou Sydney Silverman, d'interpeller le ministre responsable et de provoquer une contre mesure en Allemagne.

Cette petite guerre n'a pas empêché Israéliens et représentants des grandes organisations juives, Nahum Goldmann en tête, d'étouffer leurs ressentiments et de faire pression sur les Américains pour qu'ils amènent les Allemands à verser au Judaïsme mondial et à Israël une indemnité pour le dommage subi pendant les hostilités. En termes enveloppés le marché était net ou les Allemands paieraient des dommages de guerre ou ils n'auraient pas d'armée.

Certes, on n'oublierait jamais les six millions de morts et on le ferait sentir aux négociateurs allemands, mais à ceux des Juifs qui évoqueraient les camps de concentration, les tortures et les chambres à gaz, les « réalistes » faisaient comprendre que les communautés juives de l'Europe manquaient d'argent pour reconstituer leurs œuvres et que l'Etat d'Israël avait épuisé toutes les possibilités de crédit : partout dans le monde, des appels de fonds avaient été lancés ; en Amérique, l'*United Jewish Appeal* avait fait merveille, mais les sommes exigées dépassaient de beaucoup les possibilités du seul judaïsme ; sous l'influence d'Israélites richismes, des emprunts avaient été lancés par des banques dans le public, mais il était clair que cette ressource n'était pas inépuisable. L'Etat américain s'inquiétait du remboursement de ces obligations.

Les négociations avec les Allemands commencèrent avec quelque embarras de part et d'autre, mais grâce à quelques Allemands de bonne volonté, elles se terminèrent d'une façon très heureuse. Les prétentions juives furent un peu réduites, mais, depuis lors, Israël est satisfait de recevoir tous les ans un matériel qu'il est incapable de fabriquer et sans lequel le niveau de vie de ses citoyens serait singulièrement plus bas.

Ben Gourion en a si bien conscience qu'il dissimule avec peine sa crainte de voir une Allemagne en pleine expansion économique et appelée à regagner une grande influence diplomatique arrêter ou, tout au moins, diminuer des paiements qui lui coûtent cher. (Elle a, jusqu'à présent, versé l'équivalent d'une somme de deux cent cinquante milliards). Aussi a-t-il fait, au début de juillet, une déclaration à des journalistes étrangers qui n'a pas été sans causer quelque émotion : « Dans un avenir proche, des relations diplomatiques normales vont être reprises entre l'Allemagne et Israël (1). Des députés ont, aussitôt posé des questions et Ben Gourion a dû promettre l'ouverture d'un débat à la *Knesset* pour la semaine suivante. La seule véritable opposition lui venait du Parti *Cherut*, mais elle se manifestait d'une façon dangereuse. Faisant appel aux forces du sentiment, le *Cherut* prétendait que le parlement seul ne pouvait décider d'un rapproche-

(1) **The Jewish Chronicle**, 5 juillet 1957, p. 1. — Le même hebdomadaire donne, le 19 juillet (p. 28) le chiffre de 300 milliards pour les marchandises livrées par les Allemands et écrit que les commandes non encore exécutées s'élèvent à 120 milliards.

ment officiel avec un peuple qui avait assassiné un tiers de la population juive mondiale ; le pays tout entier devait en décider.

La majorité fit valoir que, sans les réparations allemandes, il n'y aurait pas de marine israélienne et que même dans les kibboutz, les marxistes les plus intransigeants, après avoir protesté contre le principe des réparations et la réunion de délégués juifs et allemands autour d'un tapis vert, appréciaient des machines qui leur facilitaient singulièrement la vie. Les matelots des premiers navires qui apportaient du matériel allemand n'avaient pas été autorisés à débarquer à Haïffa où ils auraient été l'objet de manifestations hostiles, mais il avait fallu se faire une raison : impossible de recevoir des machines sans recevoir les techniciens susceptibles d'en expliquer le fonctionnement. Petit à petit, les Juifs s'étaient réhabitués à voir des Allemands et, depuis quelques années, ils en étaient à accueillir des touristes allemands (en moyenne trois cents par an). Sauf aux jeunes gens de moins de trente ans, à ceux qui avaient aidé des Juifs pendant la guerre et, naturellement, aux personnages officiels on demandait, il est vrai, de signer une déclaration de non-appartenance aux anciennes organisations nazies, mais que valait ce document ? Il était, décidément, difficile en 1957 de prétendre ignorer l'Allemagne : la motion du *Cherut fut repoussée par* 41 *voix contre* 16.

La réaction allemande à la déclaration de Ben Gourion n'ayant pas été unanimement favorable, ce dernier se contenta de dire qu'il croyait la reprise des relations « possible ». Il ajouta : « Ce serait une bénédiction pour Israël de plusieurs points de vue, y compris le point de vue politique... Il ne faut pas considérer les souffrances du passé, mais les besoins de l'avenir ». L'Europe sera bientôt unifiée et l'Allemagne occupera une importante position dans cette unité. Il n'est pas bon qu'Israël dépende économiquement d'un seul pays (les Etats-Unis). Israël doit développer ses liens économiques et politiques avec les pays de l'Europe, Allemagne comprise. (1)

Le discours de Ben Gourion comportait une critique de Nahum Goldmann, chef de l'organisation sioniste, qui prétend négocier au nom de tout le « peuple » juif en deça et au delà des frontières d'Israël. Il avait déjà dit de Gold-

(1) **The Jewish Chronicle**, 19 juillet 1957, p. 28.

mann : « Il n'est pas encore citoyen d'Israël. S'il l'était, peut-être serait-il ministre et l'un des personnages chargés de discuter avec les Etats arabes ».

Ces deux déclarations devaient provoquer une polémique à propos des relations d'Israël et de l'Organisation sioniste ; nous serons appelés à y faire allusion tôt ou tard.

Mais que pensait l'Allemagne ? Un porte-parole du ministère des Affaires étrangères de Bonn rappela très diplomatiquement que son ministre, M. Von Brentano, avait récemment déclaré que les relations israélo-allemandes étaient « amicales », mais il ajouta : « La question de négociations directes avec Jérusalem ne pourra être envisagée que lorsque les deux gouvernements seront arrivés à la conclusion que le moment d'établir des relations diplomatiques est effectivement arrivé ».

Le chancelier Adenauer n'est certainement pas de cet avis. Il a en mémoire les conclusions d'une réunion à Istamboul de diplomates allemands qui craignaient que des relations plus étroites avec Israël n'amènent les Etats arabes à reconnaître l'Allemagne de l'Est et à boycoter les produits industriels de la République fédérale. Washington lui a fait également savoir qu'il aurait temporairement plus à perdre qu'à gagner en écoutant les appels du pied d'Israël.

Les Juifs se plaignent que l'antisémitisme se développe en Allemagne. Sans doute y a-t-il dans les rapports que leurs correspondants leur adressent beaucoup d'exagération si nous en jugeons par ce que nous lisons dans la presse juive anglo-américaine sur la France, mais si quelques petits groupes d'extrême-droite ou des associations d'anciens S.S. étalent des croix gammées ou tiennent entre les quatre murs de leurs lieux de réunion des propos antisémites, il faudrait peut-être que certains journalistes ou politiciens juifs d'Angleterre ou d'Amérique fassent un retour sur eux-mêmes et se demandent s'ils n'alimentent pas la propagande dont ils se plaignent.

Douze ans après l'arrêt des hostilités, ils en sont encore à épier l'activité d'Otto Strasser, à protester contre la réunion d'un congrès d'anciens S.S. à Karlbourg-sur-le-Main ou d'anciens internés dans les camps américains à Salzbourg ; ils critiquent la nomination de juges nazis ou soi-disant tels, et l'attitude de certains officiers vis-à-vis des recrues juives. Si Strasser tient des propos subversifs, qu'ils laissent les Allemands échanger des coups avec ses gardes du corps si

ces derniers jugent que la matière en vaut la peine (ce qui n'apparait pas) et qu'ils ne pressent pas le gouvernement anglais d'essayer d'obtenir la révocation de magistrats indésirables. Le gouvernement de Westminster a, sans doute, des sujets de différends plus graves avec Bonn ; il ne tient évidemment pas à user son prestige en querelles secondaires et les Israélites anglais qui le talonnent nuisent plus à leurs coreligionnaires d'Allemagne qu'ils ne les servent en l'occurence.

Ceux-ci sont peu nombreux : 25.000 dans l'Allemagne de l'Ouest (Berlin-Ouest compris), 2.300 dans l'Allemagne de l'Est (1), si nous en croyons le dernier *Jewish Year Book*.

En fait, leur nombre augmente rapidement, puisque la *Jewish Chronicle* du 8 mars déclarait qu'un afflux de réfugiés regagnant leurs anciens domiciles portait le chiffre de l'Allemagne occidentale à 45.000.

Ce mouvement ne pourra se développer que si des étrangers sans mandat ne viennent pas empoisonner les relations entre l'Allemagne et le Judaïsme.

---

(1) **The Jewish Chronicle**, 1er février 1957, p. 13.

Général PERRÉ

Géostratégie du Moyen - Orient

La géostratégie — branche de la géopolitique — n'autorise pas à prédire le déroulement d'une guerre future mais elle permet, dans telle conjoncture politique, de définir le rôle qui incomberait à telle région en fonction de ses limites, de sa position dans la répartition générale des terres et des mers, de sa géographie physique et humaine et des impératifs stratégiques qui en découlent. C'est ce qui j'entends faire pour le Moyen-Orient dans l'hypothèse d'un conflit entre les soviets et la coalition atlantique.

I. Limites et positions du Moyen-Orient.

Le terme, d'origine britannique, s'applique aux pays de l'Asie du Sud-Ouest, celui de Proche-Orient désignant ceux de l'Europe du Sud-Est.

Physiquement, le Moyen-Orient est délimité par la Méditerranée orientale, l'Egée, les Détroits, la Mer Noire, l'isthme sud-caucasien, la Caspienne, le désert Est-Iranien, la mer d'Oman, le golfe d'Aden, la Mer Rouge et l'isthme de Suez.

Politiquement, il englobe la Turquie d'Asie, l'Iran, les pays de la péninsule arabique (Arabie Séoudite, Yemen, Oman, Koweit, possessions ou protectorats anglais d'Aden, de l'Hadramaout, de la Côte des Pirates, de Katar, des îles Bahrein et enclave française non occupée de Cheik-Saïd), l'Irak, la Syrie, la Jordanie, le Liban, Israël, un fragment désertique de l'Egypte et il est naturel d'y rattacher l'île de Chypre, colonie anglaise de 9.251 km2 (500 de plus que la Corse) et 460.000 habitants en majorité grecs, dont la pointe nord-est se rapproche à 125 kms de la côte syrienne.

Le Moyen-Orient est situé à cheval sur les zones tempérées et tropicales de l'hémisphère nord, sensiblement entre les parallèles d'Ajaccio et de Dakar et les méridiens de Bucarest et de la mer d'Aral — **suture et carrefour de routes entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique, ses moitiés nord-ouest et sud-est ont toujours été attirées, l'une vers la Méditerranée, l'autre vers l'Inde et l'Extrême-Orient.**

II. L'espace moyen-oriental.

La superficie du Moyen-Orient (Chypre non-comprise) est proche de 6 millions de km2 (à peu près les 2/3 de l'Europe sans ses îles et 100.000 km2 de plus que l'URSS européenne).

Son ossature est constituée :

— face au nord, par la barre montagneuse longue de 3.000 km. et épaisse de 600 à 900 que dessinent deux hauts plateaux adossés, arides ou désertiques : l'anatolien (altitude moyenne : 900 à 1.000 m.), l'iranien (altitude moyenne : 1.200 m.), encadrés, au nord et au sud, par des chaînes les dominant de 1.000 à 4.000 mètres (Alpes Pontiques, Taurus, Elbourz, Monts Zagros, du Farzistan, du Louristan) réunis par le gigantesque nœud arographique de l'Arménie et du Kurdistan septentrional (point culminant : l'Ararat, 5.172 mètres) et doublés par une longue et large dépression alluviale (Mésopotamie et Djezirch) entre le Tigre et l'Euphrate ;

— face à la Méditerranée, par deux alignements montagneux nord-sud, parallèles, séparés par les dépressions de la Béka et du Gohr, décalés et longs d'environ 800 km. :

— en bordure de la côte : l'Amanus, l'Ansarich, le Liban, les monts de Galilée, de Samarie et de Judée,

— en lisière du désert : l'Anti-Liban, l'Herman, le Djaulan, l'Adjloun, les monts de Moab et le Schafé ;

— vers le Sud-Est par l'immense plateau désertique de Syrie intérieure et d'Arabie, large en moyenne de 1.200 kms, longs du double et découpé en forme de fer de hache par deux sinus maritimes : le Golfe Persique et la Mer Rouge.

Le climat des côtes d'Israël, du Liban, de la Syrie, du sud et de l'ouest de l'Anatolie est méditerranéen ; celui de la Cilicie, subtropical ; celui du littoral de la Mer Noire, maritime et humide. Les plateaux anatolien et iranien ont un régime continental rude et sec ; celui du massif arménien et du pourtour montagneux de la Perse est plus humide. La Mésopotamie et le Djezirch, le plateau palestinien, la dépression de la Béka et du Gohr ne reçoivent que de rares pluies mais sont arrosées par leurs cours d'eau. Les pentes orientales de l'Anti-Liban, la Syrie intérieure, l'isthme de Suez et l'Arabie ont un climat désertique ; seuls, les versants maritimes, le Sinaï et les étroites plaines côtières du Hedjaz, du Yemen, de l'Hadramaout et d'Oman connaissent quelques précipitations atmosphériques.

Sur les 6 millions de km2 du Moyen-Orient, plus de la moitié sont des déserts ; 1/4 au moins des steppes vouées à la nomadisation et, comme le reste comporte de vastes régions couvertes de montagnes abruptes, de nombreux lacs, quelques massifs boisés, la superficie propre à l'agriculture se limite au nord-ouest verdoyant de la Perse, au « croissant fertile » (Mésopotamie et Dje-

zirch irrigués ou irrigables ; plateaux d'Alep et de Hama), à des plaines côtières dont la plus vaste est celle de Cilicie, à certaines vallées et à de rares oasis.

L'industrie est dans l'enfance à l'exception de l'extraction et du raffinage du pétrole dont la production était, en 1955, de plus de 122 millions de tonnes (18 % de la mondiale). Les puits et raffineries sont répartis sur un double alignement N.O.-S.E. de 1.500 kms, au pied de la bordure S.O. du massif iranien, le long des rives sud du Tigre et du golfe Persique, entre Mossoul et la presqu'île de Katar, sur les territoires respectifs de l'Iran, de l'Irak, du Koweit, de l'Arabie séoudite, des îles Bahren et du Katar.

Le Moyen-Orient est extrêmement pauvre en communications. Il ne possède pas de grandes artères navigables ; si le Chatt el Arab porte des vaisseaux de haute mer jusqu'à Bassorah, l'Euphrate et le Tigre ne sont accessibles à de petits vapeurs que jusqu'à Bagdad et le canal de Suez (161 kms) doublé par une voie ferrée est marginal. Les routes sont rares, d'une largeur moyenne de 2 m. et mal entretenues, à l'exception de certains segments de la grande transversale Beyrouth-Damas-Deir es Zor-Bagdad-Kermanchah-Téhéran et de quelque 5.000 kms d'itinéraires automobiles dans les pays anciennement placés sous mandat français ou anglais. Le réseau ferré compte à peu près 15.000 kms (1 pour 340 km2), c'est très peu (France 1 pour 100 km2). Les grands axes ferroviaires ayant un intérêt stratégique parce que susceptibles d'être utilisés comme rocades ou pénétrantes sont :

1. la dorsale anatolienne qui réunit le Bosphore au réseau russe par Ankara, Erzeroum et Kars ;

2. la dorsale iranienne, encore discontinue qui, de Djoulfa (frontière russe) mène dans le nord-est du pays par Tabriz, Téhéran et le Korassan ;

3. la ligne de Bagdad qui réunit le Bosphore et le golfe d'Alexandrette au golfe Persique ;

4. le Transiranien, entre la Caspienne et le golfe Persique, par Téhéran ;

5. le chemin de fer d'Alep à La Mecque par Médine avec un embranchement divergent à Homs, qui gagne l'Egypte en suivant la côte méditerranéenne ;

6. la ligne qui réunit Riad, la capitale désertique de l'Arabie séoudite, à la zone pétrolifère de Dahrem.

Trois systèmes de pipe-line amènent 42 millions de tonnes de pétrole dans les ports méditerranéens : l'un, triple, part de Kirkouk, bifurque à Hadithe sur l'Euphrate pour aboutir à Tripoli et Banias (850 kms) ; le deuxième, issu de la même région débouche à Haïfa (1.500 kms) ; le troisième relie les concessions américaines d'Arabie séoudite à Saïda (1.500 kms).

Le reste du pétrole destiné à l'Occident (environ 80 millions de T) contourne l'Arabie par « tankers » et emprunte le canal de Suez dont il constitue l'immense majorité du trafic sud-nord en marchandises. Les ports principaux ou importants par leur position sont : sur la Méditerranée et l'Egée, Port-Saïd, Jaffa, Haïfa, Saïda, Beyrouth, Tripoli, el Mina, Banias, Alexandrette, Mersine, Smyrne ; dans l'île de Chypre, Lanarkas et Limassol ; sur le golfe Persique ou le chatt el Arab, Bandar, Chalipour (tête du Transiranien). Abadan (pétrolier), Bassorah-Maaki ; à l'entrée du détroit de Bab el Mandeb, Aden ; sur la mer Rouge, Djeddah (près de La Mecque), Akaba (jordanien), Eleth (israélien) et Tabah (égyptien), tous trois au fond du golfe d'Akaba, enfin Suez. L'infrastructure aérienne est satisfaisante pour la Turquie que les Américains ont couverte par une chaîne de radars et où ils ont aménagé des bases, ainsi qu'à Chypre où les Anglais ont fait de même ; ailleurs on trouve des aérodromes à Alep, Beyrouth, Damas, Lydda, Elath, Amman, Téhéran, aux îles Bahrein, deux bases britanniques à Habanniya (Ode Bagdad) et Bassorah et la base de Dahrain louée aux Américains.

III. Les hommes du Moyen-Orient.

Les 60 millions d'habitants (10 au km2) constituent une marquetterie de nomades et de sédentaires, de races, de religions, et d'entités politiques imbriquées : Turcs, musulmans hanéfites d'Anatolie, Arméniens chrétiens de différents rites et et Kurdes hanéfites ou chiites dont l'aire empiète sur la Turquie, l'Irak, la Perse et l'URSS, Persans musulmans chiites qui sont des Iraniens blancs ou des Touraniens jaunes et nomades, Arabes chrétiens, maronites du Liban ou nestoriens d'Irak, Arabes musulmans sunnites, sédentaires ou nomades, Musulmans alaouites de l'Ansarich, Druses ismaéliens du Liban et du Hauran, Juifs d'Israël, Grecs orthodoxes du littoral méditerranéen.

Les états indépendants de le péninsule arabique (Arabie séoudite : 6 à 7 millions d'habitants, Yemen 2 millions, Oman 830.000, Koweit, 100.000) sont des théocraties musulmanes régnant sur des nomades et, bien que les souverains de la première et de la dernière bénéficient de redevances fabuleuses versées par les compagnies pétrolières, leurs puissances militaires se bornent à peu près aux possibilités de guérilla de leurs Bédouins (1). Il en est sensiblement de même du Royaume théoriquement constitutionnel de Jordanie (800.000 habitants) depuis qu'il a congédié les instructeurs anglais de sa « légion arabe » (20.000 hommes). La République de Syrie (3.750.000 habitants)

(1) L'Arabie séoudite a 17.000 réguliers et quelques dizaines de chars légers américains.

qu'une équipe de politiciens damasquins pousse dans les bras de l'URSS a, politiquement, bien des points faibles, en particulier 650.000 Bédouins et une trentaine de mille Druzes dont jadis l'« Intelligence Service » savait jouer contre nous ; elle entretient 40.000 soldats correctement équipés d'armes légères, articulés en 6 brigades d'infanterie et une blindée, mais ses cadres, quatre fois épurés en sens divers, semblent plus préoccupés de pronunciamentos que d'art militaire. La menace russe d'armer ce pays, par l'envoi massif de matériel et de volontaires participe, dans une large mesure, du bluff : jusqu'à présent elle semble s'être concrétisée par la fourniture de 150 chars T 34, d'une centaine de canons automoteurs anti-chars SU 100 et de 170 chasseurs à réaction dont 140 Mig 17 ; en temps de guerre les voies de terre et de mer seraient barrées par la Turquie, l'Iran, l'Irak et les escadres occidentales en Méditerranée, seule resterait celle de l'air, longue de près de 1.500 kms, aboutissant à l'infrastructure syrienne sommaire, exploitée par l'aviation de transport soviétique encore faible bien qu'en cours de développement ; si l'on se souvient que, pendant la guerre de Corée, il fallait amener 1 million de tonnes par mois aux forces de l'ONU on mesure la portée assez réduite d'une telle entreprise (1). Les forces du Royaume constitutionnel d'Irak (4.800.000 habitants) énergiquement gouverné s'élèvent à 45.000 hommes non dénués de valeur parce que pour 60 % ruraux mais équipés surtout en vue du maintien de l'ordre intérieur et dont les USA semblent maintenant se préoccuper d'améliorer l'armement. Les 9.000 militaires peu belliqueux de la République du Liban (1.230.000 habitants) sont négligeables. L'Etat d'Israël (2.000.000 d'habitants), qui a sous les armes en permanence 50.000 soldats des deux sexes, peut en mobiliser, en quelques jours, 250.000 convenablement armés, bien instruits, bien encadrés en raison du niveau culturel de la nation, ardemment patriotes et qui ont fait leurs preuves. La République Turque (21 millions d'habitants) fermement dirigée, ne redoutant à l'intérieur que d'éventuels soulèvements Kurdes, dispose d'une force très solide de 19 excellentes divisions d'infanterie très aptes à la guerre de montagne, de 10 brigades blindées, d'une petite marine et d'une petite aviation, le tout convenablement encadré ; elle pourrait mobiliser 500.000 hommes et serait soutenue sur mer et dans l'air par les Occidentaux. L'Empire Iranien, en dépit de ses 17 millions d'habitants est loin de présenter la même cohésion nationale et la même puissance militaire ; il possède 9 divisions d'infanterie, 4 groupes blindés, 21.000 gendarmes, une faible marine et une très modeste aviation ; en tout 130.000 hommes.

(1) Ces arguments valent à plus forte raison pour l'Egypte séparée du territoire soviétique par 1.800 km. et qui, mobilisée, ne disposerait que d'une centaine de mille hommes de forces terrestres dont 30.000 de quelque valeur (4 divisions d'infanterie et 1 blindée, chacune de 2 brigades), de 300 chasseurs à réaction et bombardiers, d'une flotille et de quelques sous-marins.

Ces états disparates, petits ou moyens, ont été amenés, plus ou moins délibérément, à se grouper, à chercher des appuis extérieurs et à former deux constellations politiques d'orientations opposées. Contre la menace soviétique, le Pacte de Bagdad réunit la Turquie, l'Iran, l'Irak et le Pakistan avec l'Angleterre et bénéficie de l'aide des USA. La Ligue arabe (Egypte, Syrie, Liban, Jordanie, Irak, Arabie séoudite, Yémen), agrégat d'Etats aux ambitions divergentes ou rivales, n'a pu élaborer d'autre politique commune qu'une action de propagande religieuse et raciale (1) ; son potentiel militaire est négligeable et l'aide soviétique promise à la Syrie et l'Egypte ne sera, en tout état de cause, que fort limitée. En somme, derrière le solide môle turc et le plus fragile barrage irano-irakien, il y a, en marge du dur noyau israélien, **un grand vide politique et militaire, donc un appel permanent à l'intervention des grandes puissances.**

IV. Les impératifs stratégiques.

Dès que le champ de la stratégie est devenu mondial et que la conjoncture politique a affronté les géants, américain et russe, il a bien fallu s'aviser que la terre était ronde et que les protagonistes d'un conflit futur se faisaient face à travers trois océans : l'Atlantique, le Pacifique et l'Arctique, d'où trois immenses zones de guerre éventuelles séparées par :

1. Les Montagnes Rocheuses, l'Amérique Centrale et la Cordillière des Andes ;

2. Les Monts Oural, la Caspienne, les déserts de Perse, de Syrie et d'Arabie, les montagnes de l'Est africain ;

3. Le Cercle Arctique.

Mais les faits géographiques sont si divers, complexes, enchevêtrés, et parfois mouvants, que toute partition du monde est, par quelque côté, arbitraire ; et le Moyen-Orient, bien que constituant un ensemble caractérisé, se trouve à cheval sur deux de ces zones géostratégiques : l'Atlantique et le Pacifique ; il a d'ailleurs, nous l'avons vu, toujours été attiré simultanément par l'Occident et l'Orient. Or, de tout temps, les militaires, en stratégie comme en tactique, ont tenu les limites internes d'un dispositif adverse comme les régions de moindre résistance ; il

(1) Dès 1882, au temps de la conquête de la Tunisie, Gabriel Charmes, avec une aimable lucidité, portait sur la solidarité arabe un jugement qui n'a rien perdu de sa valeur : « Incapables de cohésion politique, d'accord dans la réalisation et dans la conduite, les Arabes sont cependant liés entre eux de la manière la plus étroite, la plus indissoluble. S'ils ne savent pas combiner leurs efforts pour se lancer en commun à la poursuite d'un but unique, ils combinent si intimement leurs rêves qu'on peut être à peu près sûr que les illusions qui entraînent quelques uns d'entre eux les entraînent tous depuis les rives de la Méditerranée juqu'au fin fond du désert, depuis les bords du Golfe Persique jusqu'aux extrêmes frontières du Maroc. L'unité n'existe jamais chez eux dans la pratique, mais elle existe toujours dans l'imagination. D'un bout à l'autre des territoires qu'ils occupent, les mêmes projets, les mêmes espérances le même idéal flottent dans l'atmosphère et embrasent tous les courages sans parvenir à discipliner toutes les volontés. »

est donc naturel que les Soviétiques, maîtres de l'Eurasie septentrionale, exercent une pression nord-sud, d'abord politique et éventuellement militaire, sur le Moyen-Orient.

Les géopoliticiens voient, dans les isthmes qui rapprochent les terminus maritimes, dans les golfes qui les enfoncent au cœur des terres, dans les îles assez vastes pour offrir des bases militaires, navales et aériennes, dans les détroits naturels ou artificiels, passages obligés des navires, dans les courants de navigation lèchant certaines côtes, des faits géographiques de grande importance politique et stratégique. Or, la région qui nous occupe est environnée et festonnée par : — le sinus golfe d'Aden, détroit de Bab-el-Mandeb, Mer Rouge, long de 3.000 km., large de 20 à 300, prolongé de 161 sur 0,170 par le canal de Suez (sous souveraineté égyptienne avec obligation de libre parcours pour tous en paix comme en guerre), long couloir emprunté par le deuxième des grands troncs de la navigation mondiale (1) (celui qui assure la liaison des clientèles ou matières premières orientales avec les usines de l'Occident) que rejoignent les pétroliers venus du golfe Persique et dont se détachent vers le Nord, en Méditerranée orientale, des faisceaux de lignes dont certaines s'insinuent en Mer Noire ;

— la grande île de Chypre, large de 80 kms et longue de 220 sur son grand axe ;

— le fourmillement insulaire de l'Egée barrée, au sud, par l'alignement Rhôdes-Crêtes-Cérigo ;

— le couloir Dardanelles (1.200 à 1.300 m. de large, Marmara (80 kms), Bosphore (550 à 3.200 m.) long de 300 kms et soumis à la pleine souveraineté turque ;

— l'isthme sud-caucasien entre la Mer Noire et la Caspienne (700 kms) ;

— le sinus golfe d'Oman, détroit d'Ormuz, golfe Persique long de 1.800 kms, large de 75 à 300, prolongé jusqu'à Bassorah, de 100 kms sur 0.5 par le vaste plan d'eau du chatt el Arab et qui entame l'épaisseur continentale au point d'y dessiner, avec le golfe d'Alexandrette, un isthme mésopotamien de 1.200 kms.

Il en résulte **qu'en dépit de son aspect continental, le Moyen-Orient est exceptionnellement favorable à la stratégie périphérique d'un bélligérant maritime** d'autant que la plupart de ses régions productrices ainsi que des objectifs et des axes de pénétration d'un adversaire venu du nord sont marginaux et quasi littoraux du fait du vide intérieur créé par ses déserts et ses plateaux arides. Par ailleurs, les campagnes de 1941-42 en Cyrénaïque ont assez démontré que la guerre en pays désertique se prête mal à la mise en œuvre de la supériorité numérique et que les meilleurs atouts y sont la maîtrise de l'air et la sécurité des communications mêmes longues. Quant aux opérations de

(1) Le premier traverse l'Atlantique Nord.

montagne qui s'imposeraient initialement en Turquie et en Perse, elles ne sont pas plus favorables au nombre alors que les troupes mécaniques y voient leur rendement diminué et que les décisions rapides y ont toujours été difficiles.

Ces considérations admises, et elles sont peu discutables, l'histoire (l'ancienne, celle d'Alexandre, comme la récente, celle de 1914-18) et la géographie se trouvent d'accord pour désigner **les phases stratégiques ainsi que les objectifs et axes continentaux qui s'imposeraient aux Soviétiques :**

1re **Phase.** — Percée de la barrière montagneuse en attaquant frontalement le môle turc, magnifique plate-forme d'envol pour les bombardiers atlantiques (axe côtier : Batoum, Trébizonde, axes intérieurs : Kars, Erzroum, Sivas et Baiazet-Van-Bitlis-Nisibin) et en le débordant à travers la zone de moindre résistance iranienne par la rocade Araxe-Tabriz et par l'est de la Caspienne (axes : Tabriz-Mossoul, Miane-Bagdad et Téhéran-Nadan) ; objectifs : l'isthme mésopotamien et la zone pétrolifère irano-irakienne.

2e **Phase.** — Deux poussées simultanées mais divergentes : la secondaire sur la rive sud du golfe Persique, vers les puits de pétrole ; la principale le long de la Méditerranée pour couper, d'abord, le canal de Suez, prendre ensuite à revers l'Afrique septentrionale et s'y assurer un tremplin comme en 1942-43, le firent les Anglo-Saxons avant d'assaillir la « forteresse Europe ».

Ces deux temps demanderaient évidemment des délais importants et un long entr'acte.

Il n'y a pas de place pour la guerre-éclair en Moyen-Orient.

On s'en aperçoit de même en examinant **la stratégie occidentale possible.** Initialement défensive et périphérique, essentiellement amphibie, elle déborde, d'entrée de jeu cadre. **Comme son atout essentiel est la maîtrise de la mer,** son premier objectif serait d'interdire la Méditerranée orientale en étayant la défense navale et aérienne d'Istambul et des Détroits (1). Il lui faudrait aussi probablement renforcer la couverture de la droite turque et des régions pétrolifères qu'elle pourrait, du reste, se borner actuellement (2) à neutraliser puisque les USA disposent, par ailleurs, des 3/4 de la production mondiale ; cela paraît à la portée des Britanniques basés à Chypre, en Libye et à Aden grâce aux voies offertes par le chemin de fer de Bagdad, par la route Beyrouth-Damas-Téhéran, par le golfe Persique et le Transiranien. En cas de forcement des Détroits et de chute du môle turc, on pourrait concevoir les coalisés atlantiques, rétablis sur un barrage amphibie Péloponèse-Cérigo--Crêtes-Rhodes-Chy-

(1) et, bien entendu, en s'opposant à une main-mise sur la côte albanaise.
(2) Car la situation risque de changer au profit de l'URSS dont les réserves paraissent considérables.

pre, agissant d'une part, par débarquements sur la rive sud du golfe Persique, d'autre part, par contre-offensives est-ouest et sud-nord, contre le double axe qui longe la côte orientale de la Méditerranée. Enfin, comme il n'est point de défensive qui ne vise, l'heure favorable venue, à se muer en offensive, le premier coup menaçant pour le territoire soviétique serait : une irruption combinée, navale dans la Mer Noire et terrestres vers les régions pétrolifères du Caucase qui doivent encore fournir près de 40 % de la production au-delà du rideau de fer.

Les impératifs stratégiques sont, dans le Moyen-Orient, si rigoureux qu'il n'y a pas une des manœuvres envisagées ci-dessus, pour l'un ou l'autre adversaire, qui ne se soit trouvée préfacée par les opérations de 1914-18 : Tentative franco-anglaise de forcement des Dardanelles et débarquement de Gallipoli, offensives et contre-offensives russes et turques d'Arménie, débarquement britannique à l'embouchure du chatt el Arab et progression le long du Tigre, occupation russo-anglaise de la Perse du nord-ouest et contre-manœuvre germano-turque par la vallée de l'Araxe et Tabriz, couverture du canal de Suez et offensive littorale des Britanniques en Palestine, sans omettre les actions des guerillas arabes aux marges du désert.

⁂

Dès 1949, il est apparu qu'en cas de guerre générale, les Soviétiques porteraient leur effort initial et principal dans la grande plaine de l'Europe du Nord, vers les côtes atlantiques et qu'ils ne dirigeraient, plus à l'Est, que des manœuvres secondaires et peut-être ultérieures. Si l'incertitude ou l'antipathie de leurs satellites, la réduction de leurs propres effectifs, l'augmentation de leurs sous-marins, le renforcement insuffisant mais réel de l'OTAN, l'occasion de l'agitation arabe, les amenaient à s'orienter en premier lieu, contre le Moyen-Orient, ce serait pour les peuples de l'Occident, un soulagement et un répit, sans compter l'assurance supplémentaire que comporterait l'engagement de la force américaine dans la profondeur du Vieux Continent. Il me paraît donc du plus vif et actuel intérêt de surveiller le bilan et l'articulation des forces terrestres, navales et aériennes de l'URSS c'est-à-dire de donner une suite aux articles publiés par « Défense de l'Occident », en décembre 1955, Février, Mars et Novembre 1956. Je n'y manquerai pas dans un prochain numéro.

LES GRANDS PROBLÈMES

DU PARLEMENT

par Michel BILLÈME

La crise que traverse actuellement le régime de la IVe République amène tous ceux qui s'intéressent à la *chose publique* à se demander si le régime parlementaire est bien celui qui convient à la Nation Française. Les pessimistes pensent que les Français sont décadents et qu'aucun système constitutionnel n'est capable de redresser leur Destin. Les optimistes estiment que la seule création d'un exécutif stable et fort suffirait pour que la France reprenne sa place dans le cercle des grandes puissances.

Tout ceci n'est qu'opinions. Le grand reproche que l'on peut faire aux théoriciens politiques français depuis Montesquieu, c'est qu'ils se sont limités à l'étude des idées, et à la création de systèmes, mais qu'ils ont oublié ce que Catherine II appelait la peau humaine et ce que les Américains nomment les relations humaines. Tout le monde sait qu'en 1945, le Patronat américain a découvert avec stupeur dans les revendications syndicales des mesures nettement socialistes telles que la nationalisation des Services publiques et des moyens de production. Bien loin d'opposer aux dirigeants syndicaux un refus pur et simple et d'entreprendre une épreuve de force, les chefs capitalistes ont demandé aux Universités de déterminer les causes de cette attitude. Le résultat fut une vaste étude sociologique se résumant ainsi : le travailleur n'a aucun contact humain avec son employeur, il ignore sa place et son rôle dans l'entreprise, il vit dès lors sans intelligence et sans goût pour son état ; pour redresser la situation, le patron doit prendre lui-même en main la direction des relations humaines dans l'entreprise car s'il peut déléguer ses pouvoirs techniques, financiers, juridiques, commerciaux, à des collaborateurs, il ne peut laisser à personne le contact personnel devant exister entre lui et ses employés.

Cet exemple démontre une réaction typiquement anglo-saxonne devant un problème déterminé, c'est-à-dire l'étude des faits et non pas celui des théories et des idées. Si les partis anti-communistes avaient agi de même en France, en demandant aux sociologues de déterminer pourquoi un quart des électeurs votait systématiquement pour le parti communiste, ils eussent trouvé qu'à la base de ce fait il y avait d'autres faits dont ils étaient responsables, et ils auraient pu entreprendre la tâche d'arracher à l'adversaire ses partisans, chose dont ils ne semblent guère préoccupés.

Les Français défendent le régime parlementaire ou le condamnent, mais toujours selon des principes ou des sentiments, et jamais selon des faits.

Dans cette brève étude consacrée au Parlement, nous allons essayer d'analyser le fondement de l'institution, et son fonctionnement.

⁂

Le régime parlementaire, c'est d'abord le régime des parlementaires. Ceux-ci sont groupés en deux Assemblées : l'Assemblée Nationale et le Conseil de la République. L'actuelle constitution ayant donné une prédominance très forte à l'Assemblée Nationale et la pratique, au cours de ces dix dernières années ayant renforcé le courant initial, nous allons examiner le député et non pas le sénateur.

Il y a deux sortes de députés sur le plan territorial: le député de la Région parisienne, et le député des autres départements.

Le premier a une existence beaucoup moins fatigante que le second, car il est sur place pour régler les problèmes relatifs à sa circonscription et ceux évoqués aux débats du Palais-Bourbon.

Le second est soumis à des déplacements continuels. Dès le vendredi il quitte Paris pour sillonner son département, tenir des réunions politiques, assister aux comices agricoles, aux réunions sportives, aux banquets, et pour faire auprès des autorités départementales les démarches réclamées par les électeurs ; le mardi matin, il rejoint la capitale et consacre ses trois jours parisiens à courir les ministères pour défendre les dossiers des électeurs, à suivre les séances des commissions spécialisées dont il fait partie, à participer aux réunions de son groupe parlementaire, et enfin, s'il lui reste un peu de temps, s'asseoir sur son banc de député lors des séances publiques de l'Assemblée Nationale.

Le député de province et le député de la capitale sont également agités, et si l'on se demande à quoi tendent ces efforts en parfaite disproportion avec l'efficacité pratique de la fonction, il faut se souvenir de « la mouche du coche ».

Et ces hommes, physiquement très fatigués, loin de limiter les sources de leur épuisement nerveux, se laissent entraîner en des séances de nuit qui ont pour résultat d'accroître la confusion des esprits et d'activer le heurt des passions.

Pour quels résultats matériels les députés se donnent-ils tant de mal ?

Une légende tend à faire croire qu'il sont très largement payés et qu'ils ont des ressources occultes nombreuses. On doit dire que les députés ayant sur ce plan une fâcheuse réputation ne sont pas cinquante en tout. Quant aux autres, s'ils n'ont comme seule ressource que le mandat parlementaire, ils connaissent une situation financière très difficile. Il faut d'ailleurs à ce propos mettre à part les membres du groupe communiste qui sont payés par le parti, lequel leur donne des salaires extrêmement variables, et perçoit la totalité de l'indemnité parlementaire de ses membres.

En effet, le député a un secrétariat, composé d'au moins une personne à Paris et très souvent d'une seconde pour les circonscriptions de province. Même si le groupement politique auquel il appartient possède sur le plan local des ressources suffisantes pour assurer une permanence et un secrétariat aux parlementaires, il n'en reste pas moins qu'en moyenne, les frais de secrétariat représentent pour le député au moins soixante mille francs par mois.

Le député doit, donner à son parti et à son groupe parlementaire des cotisations, et faire aux différentes œuvres de sa circonscription (sapeurs-pompiers, sou des écoles, œuvres de bienfaisance, etc...) des dons. L'on peut dire que cela lui revient à quarante mille francs par mois.

Le député de province a des frais de déplacement nombreux. En effet, il est le tributaire des wagons-restaurant et des couchettes. Ceci, n'est pas compris dans les frais de transport, car, contrairement à ce que l'on pense, la carte de transport n'est pas gratuite et une partie de l'indemnité parlementaire est retenue automatiquement. Quant au député de la capitale, il a le bénéfice de la carte de circulation de la S.N.C.F. et de celle de la R.A.T.P. faisant également l'objet d'une retenue.

Seuls les voyages des députés d'Outre-Mer entre Paris et leur territoire sont intégralement payés par l'Assemblée Nationale,

mais leur nombre en est limité, le transport de la famille ne pouvant avoir lieu qu'au début et à la fin de la législature.

Le député de province est obligé d'avoir à Paris, soit un logement, soit une chambre d'hôtel.

Enfin, les parlementaires cotisent pour leur retraite, et les « lois sociales ».

Tous ces exemples démontrent que lorsqu'il a assuré ses frais, le député, s'il est Parisien, dispose d'environ cent-vingt mille francs par mois, et s'il est provincial, d'environ quatre-vingt-dix mille francs par mois. La différence du coût de la vie entre Paris et la province fait que les uns et les autres ont une situation matérielle à peu près équivalente.

Pourquoi appeler l'attention du lecteur sur la condition matérielle du député ? Pour lui permettre de comprendre les difficultés d'existence de celui-ci et combien les temps ont changé depuis l'origine de la fonction parlementaire. En effet, au départ, celle-ci était assumée par des notables qui jouissaient d'un revenu personnel important par suite de leur profession ou de leur rente, ou des deux à la fois.

Depuis, l'indemnité destinée à compenser les dépenses occasionnées par la fonction — et ceci d'ailleurs dans une faible mesure — s'est transformée, la politique devenant un métier, en un véritable salaire. Dans ce nouveau cadre le député est mal payé. Il suffit de faire des comparaisons avec l'étranger pour s'en rendre compte.

Le député a-t-il des avantages en nature pour assurer convenablement sa fonction ? Dans certains pays, les parlementaires disposent d'un bureau, d'un secrétaire, d'une voiture et d'un chauffeur, le tout attaché à leur personne, pour les assister dans leurs travaux et leurs déplacements à travers la capitale. Ils disposent, en outre, dans leur circonscription d'un secrétariat et souvent d'un véhicule automobile ; en France, ceci n'existe pas.

Le député doit être omnipotent. La logique voudrait qu'il ne s'occupât réellement sur le plan national que des problèmes de sa compétence, c'est-à-dire ceux traités par la Commission dont il fait partie. En fait, l'affectation aux Commissions est assurée par le groupe parlementaire, en tenant compte de certains dosages plutôt que de la compétence réelle de chaque individu. L'agitation des parlementaires rend pratiquement impossible l'examen sérieux des problèmes posés, et malgré l'attention montrée par le plus grand nombre aux séances de Commissions, il suffit de lire les lois pour se rendre compte de la confusion permanente entre le pouvoir législatif et le pouvoir réglemen-

taire, et le désordre des textes, dont les phrases mal composées sont souvent incompréhensibles.

Le député doit être omniprésent. Rares sont ceux qui peuvent se permettre, au sens électoral, de n'être que député. Conseiller municipal, souvent maire, Conseiller général, fréquemment Président de plusieurs Sociétés locales ou départementales, animateur sur le plan régional, et parfois sur le plan national du parti auquel il appartient, parfois Président du Conseil général de son département, toutes ces fonctions requièrent sa présence. Il accomplit donc chaque fin de semaine un véritable marathon politique.

Le député est donc un homme agité aux faibles ressources. Pourquoi se livre-t-il à cette activité si déroutante, si décevante, si épuisante ? C'est parce que, comme il le reconnaît volontiers, il éprouve une jouissance physique à recevoir les saluts, les manifestations de respect, les acclamations, bref, à croire qu'il est un grand homme. La vanité toujours, le sacerdoce parfois, sont donc la cause réelle de la vocation parlementaire, mais non pas l'esprit de lucre.

Aucune statistique n'a jamais été établie sur les professions des parlementaires. Certes, après chaque élection, on publie une liste des métiers des représentants du peuple, mais ces listes sont fausses. Un tel se déclare ajusteur. Est-il ajusteur à l'origine ou exerce-t-il le métier d'ajusteur concuremment avec sa fonction de député ? Est-il ou était-il ajusteur dans une entreprise privée, dans une entreprise nationalisée, dans un ministère ? Si l'on se base sur le fait que l'Etat contrôle 70 % de l'activité économique, on peut donc dire que 70 % des députés sont des fonctionnaires ou des para-fonctionnaires. Et ceci explique leur comportement à l'Assemblée Nationale, celui de fonctionnaire par rapport au contribuable. C'est pourquoi le budget de l'Assemblée Nationale est bien géré mais en perpétuelle augmentation. Les parlementaires qui n'ont pas exigé pour eux-mêmes un traitement élevé sont dispendieux dès qu'il s'agit de l'activité de leur maison : séances de nuit qui entraînent le tarif double des heures du personnel ; missions grâce auxquelles des députés, en général toujours les mêmes d'ailleurs, sillonnent la planète et déposent à leur retour des rapports fort intéressants qui ne servent à rien ; commissions d'enquête faisant perdre un temps considérable mais dont jusqu'à ce jour, on n'a jamais vu les résultats sur le plan pratique ; dépenses somptuaires d'aménagements de locaux sans d'ailleurs améliorer pour autant le bâtiment du Palais-Bourbon qui se prête très mal à son rôle.

Pour employer l'expression à la mode on peut dire que la rentabilité de l'entreprise « Assemblée Nationale » laisse beaucoup à désirer, malgré le dévouement des questeurs, ces trois personnages qui la gèrent, mais qui sont entraînés par l'ambiance.

Car il y a au Parlement une ambiance particulière, analogue à celle d'un collège, dans lequel il n'y aurait ni professeurs ni surveillants, où les domestiques empêcheraient les batailles et où le proviseur et ses assistants seraient choisis parmi les élèves et par eux. Ces six cents collégiens, lorsqu'ils sont en groupe, ne détestent pas chahuter et donnent souvent le navrant spectacle d'un amphithéâtre où, plutôt que de se livrer à l'étude, on préfère prendre du temps en faisant du bruit.

Ce qui manque le plus en effet, c'est l'autorité. Il arrive qu'une personnalité possédant la qualité essentielle d'avoir « duré » s'impose à ses collègues. Ce fut le cas, dit-on, du Président Herriot. Si le Conseil de la République, sagement, a réélu systématiquement le même président depuis dix ans, il n'en est pas de même à l'Assemblée Nationale. Seuls les questeurs tant par leur tâche que par leur réélection quasi automatique obtiennent de leurs collègues une certaine estime et chose curieuse sont les seuls députés craints du personnel.

L'atmosphère chahuteuse et le laisser-aller du langage, se manifestent essentiellement les jours de grande séance, et aussi bien dans les couloirs que dans la salle des séances. La cause en est le trop grand nombre des députés, car six cents hommes groupés sans encadrements, ce n'est plus un bataillon, c'est une foule. Or, si l'on peut examiner le député moyen, il appartiendrait à un spécialiste de la psychologie des foules d'analyser le comportement du Parlement.

Enfin, il faut bien admettre que dans un régime constitutionnel qui glisse lentement mais sûrement vers le régime d'assemblée unique, il est très important que l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée Nationale soient satisfaisants. La tendance des décrets-lois sous la troisième République, et sous la quatrième, celle des pouvoirs spéciaux et des lois-cadres, démontre d'une part la confusion entre le pouvoir réglementaire et le pouvoir législatif, mais d'autre part le comportement absurde de cette Assemblée qui se veut toute puissante et abandonne de plus en plus fréquemment ses pouvoirs. Après l'abdication partielle des décrets-lois, il y eut l'abdication totale et définitive de Juillet 1940. En conséquence, on peut se demander à quoi aboutiront les pouvoirs spéciaux.

∴

Est-ce à dire qu'il faut souhaiter la disparition du Parlement ?

En général, lorsque les partis disparaissent, c'est pour être remplacés soit par une dictature militaire, soit par un régime de parti unique. L'expérience prouve que les dictatures militaires soit rétablissent la pluralité des partis, soit créent un parti unique. Le parti unique est-il préférable à la pluralité des partis ? Si sur le plan philosophique toutes les opinions peuvent être exprimées, sur le plan pratique il faut reconnaître que les manœuvres de couloirs sont alors remplacées par les intrigues qui ont souvent des conséquences tragiques, que la dictature d'un parti unique n'apporte pas le régime d'équilibre dont les Français ont besoin. (Ils disent : « Il faudrait un Homme », ils ne disent jamais : « Il faudrait un Parti », qu'enfin les discussions qui se passent à la tribune du Parlement se transporteraient au Comité directeur du Parti, ce qui en fait ne résoudrait rien.

Le régime parlementaire peut parfaitement fonctionner sous réserve d'une loi électorale conditionnant le principe général de la constitution de l'Etat.

En effet, si le principe est celui de la séparation totale des pouvoirs (la Constitution américaine par exemple), la pluralité des partis peut exister à l'infini, le chef du gouvernement étant choisi au début de la législature et ne démissionnant pas en cas de désaccord avec le Parlement. Par contre si le principe tend à celui du régime d'assemblée (comme en Angleterre par exemple), il est souhaitable qu'il n'y ait que deux partis dont l'un est majoritaire et l'autre minoritaire.

Dans le premier cas la loi électorale peut être basée sur la représentation proportionnelle, car celle-ci multiplie les partis et les tendances. Dans le second cas la loi électorale doit être basée sur le scrutin uninominal à *un* tour, seul moyen d'obtenir deux partis.

Or, en France, de même que nous sommes à la fois en économie socialiste et en économie capitaliste, de même nous avons un régime d'assemblée à pluralité de partis, ce qui est une erreur fondamentale.

En conclusion de cette brève étude sur le Parlement, on se doit de conseiller au lecteur de lire les débats de notre Parlement et ceux des pays étrangers. Il y verra que dans les pays capitalistes le ton est *politique*, que les règles législatives sont respectées, que chacun reste dans son rôle, sans confusion entre

les pouvoirs parlementaires et les pouvoirs gouvernementaux et il saura que les parlementaires. même s'ils sont des politiciens professionnels, ont toujours un métier qu'ils exercent. Il y verra que dans les pays communistes, le ton est celui des conseils d'administration, car le parti unique dirige en fait le Parlement mais à l'échelon supérieur il s'agit d'administrer la vaste entreprise susvisée. Il découvrira qu'au Soviet suprême, la discussion du budget ne ressemble nullement à celle d'un Parlement occidental, mais au contraire à celle du Conseil de n'importe quelle grande affaire privée.

Le Parlement français doit correspondre au régime adopté en définitive : régime d'assemblée ou régime de stricte séparation des pouvoirs, et en conséquence être élu selon la loi correspondant à l'un ou à l'autre. Puisque nous sommes malgré tout en système capitaliste, ne devrait être éligible que l'individu ayant une situation privée. Enfin pour permettre aux parlementaires d'accomplir leur tâche avec le maximum d'efficacité, il faut interdire le cumul des fonctions publiques.

Ainsi le parlementaire ne sera que parlementaire, il ne pourra pas être en même temps Conseiller municipal, maire, Conseiller général, et en cas de système de séparation des pouvoirs, **il ne pourra pas être ministre.**

Aux grandes revisions constitutionnelles, la sagesse serait de préférer les modifications de détails. Des parlementaires mieux payés, moins nombreux, gardant le contact avec le réel, faisant moins de choses, siégeant moins longtemps, suffiraient à donner à cette institution la possibilité de travail d'antan ou d'ailleurs.

ETUDES

Emmanuel BERL

PRÉSENTE

" La France irréelle "

Emmanuel Berl, dont les essais politiques offrent toujours un très grand intérêt à la fois politique et humain, publie ces jours-ci « La France irréelle » (1). Nous avons demandé à celui qui fut l'ami non seulement fidèle, mais encore intelligent et compréhensif de Drieu La Rochelle, de bien vouloir nous présenter l'esprit et les grandes lignes de son nouvel essai.

« Je suis parti d'une réflexion sur les civilisations (2). Si nous considérons la civilisation occidentale dans laquelle nous vivons, sa caractéristique évidente frappe aussitôt : c'est une civilisation de la machine. Le temps est loin où un philosophe comme Bergson pouvait attribuer pour le but au progrès l'accroissement du confort, des commodités du penseur. Il est maintenant clair que la civilisation actuelle a pour objet la machine et non l'individu. Son intérêt majeur va vers les techniques, sa logique est celle de la machine. De ce point de vue la civilisation dans laquelle nous vivons est une. Il y a bien quelques nuances entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique, inégalement tournés vers la puissance et vers le profit, mais ce ne sont là que nuances superficielles. Les ressemblances sont plus grandes que les différences. L'énorme production américaine a pour loi celle de la machine. Le lancement de Spoutnik est avant tout une jouissance pour l'esprit devant la machine, plus peut-être qu'une manifestation de puissance. Et pendant ce temps, en tout cas, le niveau de vie de la population reste extrêmement bas.

---

(1) Editions Bernard Grasset.

(2) Nous citons de mémoire les propos d'Emmanuel Berl. C'est l'esprit que nous voulons en rendre. Nous reviendrons sur le fond dans le prochain numéro.

Il en est de même en France. Il y a longtemps que l'on peut comprendre que le souci majeur de la S.N.C.F. par exemple — dont on a pu dire que la France formait l'infrastructure — était ses wagons, non les voyageurs. L'on est tout glorieux de gagner quelques minutes sur un parcours, d'établir des records de vitesse. Mais il importe peu que le voyageur perde ensuite beaucoup plus de temps sur le quai de la gare, soit abandonné à lui-même, ne trouve ni porteurs ni taxis. C'est que le voyageur n'intéresse plus alors la S.N.C.F. Ce qui l'intéresse c'est le progrès de son immense machinerie technique, non le bien-être du voyageur. Il en est bien sûr de même pour les compagnies d'aviation.

Une chose me frappe : le progrès est partout sauf en biologie. Les quelques progrès qui y sont réalisés ne sont dûs qu'au perfectionnement des instruments et encore ne sait-on guère dans quelle direction les utiliser.

On va vraisemblablement pouvoir bientôt atteindre la lune, mais dans le même instant on assiste à une épidémie de grippe contre laquelle — tous les médecins le reconnaissent — il n'y a aucun remède véritable.

Une question se pose alors : le progrès est-il orientable, peut-on intervenir dans le cours des choses ou tout ce développement répond-il précisément à une logique mécaniste qui se nourrit de sa propre vitesse ? Or il semble bien que ce soit le mouvement même qui assure l'équilibre. L'on se trouve dans un ensemble où tous les détails se tiennent. Chaque stade de production qui en a engendré un suivant vit ensuite de sa progéniture, de ce stade ultérieur qui finance à son tour le stade précédent. Il y a là un grave problème qui reste ouvert.

Mais, comme je suis là-dessus plus *Spenglerien* que *Toynbiste,* je crois que du moment où une civilisation est nettement caractérisée, elle va vers son déclin et sa ruine. Dès qu'elle est fixée, elle ne peut aller que vers la perte de ses caractères, sa vie même est en quelque sorte son déclin. Et cela est forcé : si une civilisation est fondée sur la danse par exemple, il ne peut que venir un moment où les individus auront besoin de faire autre chose que de danser, c'est dans cette direction seule que se trouvera l'invention. Il ne lui reste ainsi que deux

voies : la sclérose qui est le déclin ou la transformation qui est, pour cette civilisation en tant que telle, la mort.

Une question essentielle se pose donc à nous : sommes-nous encore dans le cours d'une évolution ou nous trouvons-nous sur le tranchant du couteau, à l'instant précis où une autre voie doit être découverte ?

∴

Quoiqu'il en soit, il y a là actuellement une donnée mondiale à laquelle personne ne peut se soustraire.

Or ce qui éclate d'évidence au milieu de tout cela, c'est la totale irréalité de l'esprit public en France. La France est schyzophrène, c'est-à-dire qu'elle a perdu tout contact avec le réel.

Les rapports que l'Angleterre, par exemple, a noué avec le reste du monde, repose sur cette vision claire : l'Angleterre laissée à elle-même, douze millions d'Anglais qui peuvent se nourrir et les autres qui meurent de faim. L'Allemagne également. La France croit encore qu'elle peut se suffire à elle-même. Le peuple anglais, peuple de marins, est conscient de ses rapports physiques avec le monde, le peuple allemand aussi au sein de l'Europe. Même le peuple espagnol grâce à sa communauté linguistique avec le continent sud-américain et à sa parenté avec le monde arabe tendrait à se réveiller.

Le peuple français, peuple de jardiniers, s'est coupé du monde. D'autres facteurs y ont contribué : l'idée de l'hexagone, figure géométrique parfaite ; l'idée que la France trouvait sur son sol tout ce qui lui fallait pour subsister.

Et c'est un fait que, pendant des siècles, lorsque la suprématie et la possibilité d'entretenir une armée étaient fondées sur la possession du blé, lorsque la civilisation commune reposait sur une économie de petites communautés, la France à la fois se suffisait à elle-même et cependant *se reconnaissait* en même temps dans le reste du monde. C'est alors qu'elle était véritablement universaliste.

Puis le monde s'est transformé. Mais la France a continué à croire qu'elle se suffisait à elle-même. Ou du moins elle en a engendré une sorte de complexe de

supériorité puis d'isolement qui lui à, peu à peu, interdit toute prise de conscience nouvelle des forces réelles du monde.

Elle y a été encouragé par ce fait incontestable qu'elle n'est pas immédiatement dépendante dans sa subsistance quotidienne des événements mondiaux, comme l'Angleterre par exemple. Mais le pétrole ? et les devises ? J'ai entendu un paysan sur son tracteur privé d'essence me déclarer que l'on se moquait bien de Nasser ! De cette redoutable schizophrénie découlent beaucoup de conséquences. D'abord la divinisation d'un passé national devenu totalement mythologique et son adoration qui renforce encore la séparation d'avec le réel. Cela va jusqu'à un véritable rabâchage au cours duquel le passé immédiat revient sans cesse dans un mécanisme mental qui tourne à vide. Et cela a des conséquences d'autant plus graves que la France est de toujours un pays de guerres civiles où les différentes factions remportent tour à tour des victoires dont le résultat le plus clair est de provoquer chaque fois des rancunes persistantes. Je me rappelle avoir entendu moi-même un personnage important déclarer après la défaite : « Maintenant la tâche la plus urgente est de se défaire d'Edgar Quinet ». Un autre fait qui me paraît merveilleusement significatif, c'est qu'André Siegfried ait cru pouvoir, dans son livre « *De la Troisième à la Quatrième République* », raconter toute l'histoire des différents *Pouvoirs* français pendant la guerre et de leurs rapports, sans dire un mot de la guerre elle-même ! N'est-ce pas admirable ! Tout se passe comme si ces événements politiques intérieurs français se déroulaient sur une scène de théâtre devant un monde silencieux et attentif !

Et en effet l'irréalité de la vie politique française est bien celle du théâtre. C'est la Comédie-Française avec son répertoire, ses emplois, ses morceaux obligés et ses grandes Premières ! Il est tout de même assez stupéfiant que le débat constitutionnel fasse toujours recette en France. Et les séances d'investiture au cours desquelles il faut que le ministre *donne* bien certaines phrases-clé : « Nous maintiendrons le franc » par exemple. S'il le dit bien, il est applaudi, s'il le dit mal, il est battu. Mais de toutes manières ce qu'il fait ensuite n'a aucune importance. Songez aux cris qu'aurait jeté Guy Mollet

si quelqu'un lui avait énoncé, au cours de sa campagne électorale, ce que seraient les actes de son gouvernement !

Pour ma part, un des problèmes français qui me paraît très important est celui de l'alcoolisme. Je serais prêt à soutenir vigoureusement un gouvernement qui entreprendrait réellement la désintoxication du pays. Quelles conséquences politiques voulez-vous que j'en tire ? Et il en est de même pour tous les grands problèmes qui ont une importance véritable pour la vie du pays. Le jeu politique passe totalement à côté d'eux.

Une autre conséquence apparaît dans l'attitude vis-à-vis de l'Etat. Un Allemand, un Anglais sait que l'Etat a aidé le pays à se constituer, à se défendre, parce qu'il sent la pression extérieure sans cesse présente. Mais pour les Français, Dieu a de toute éternité enfoui pour eux dans la terre tout ce qu'il faut pour leur bonheur. Leur travail suffit à le mettre au jour. Et l'Etat a de tout temps été une sorte de parasite dont l'unique rôle était d'apporter des entraves et de se faire entretenir !

En réalité la France a perdu tout contact avec la réalité et la rhétorique politique est là pour le prouver avec ses clichés et son formulaire qui contribuent encore à accroître l'hypnose. Et pour cela je crains beaucoup pour l'Union française et même pour l'Europe.

Quels sont les remèdes possibles ? Je ne crois pas à un changement de régime par les mêmes hommes. Je croirais plus à une irruption du monde extérieur sous la pression des nécessités. Dans un pays aussi *motorisé* que la France, le problème de l'essence par exemple finira peut-être par toucher les gens et leur faire comprendre qu'il n'habitent pas tout-à-fait un jardin doté de tout.

J'ai adopté dans mon livre un ordre inverse d'exposition, mais je crois que l'ordre réel de la réflexion est celui-ci. Il faut partir des civilisations, et de la civilisation universelle actuelle. Et je vous dirai encore ceci : la preuve que la vocation de la France est d'être réellement universelle se lit clairement dans le fait que, lorsqu'elle cesse de l'être, elle perd tout jugement, proprement elle devient folle.

(*Propos recueillis par Bernard VORGE*).

CHRONIQUE DU MOIS

On nous pardonnera sans doute volontiers de n'éprouver, après quelques semaines de vacances, qu'un enthousiasme modéré à reprendre le commentaire d'une actualité plus confuse que jamais. On admettra même que la dernière crise ministérielle décourage tout commentaire et que le spectacle offert par un régime que les Français tolèrent, pour leur plus grande honte, depuis treize ans, est d'une bassesse telle qu'il est naturel, nous allions dire hygiénique, d'en détourner les yeux. Aussi espérons-nous qu'on ne nous fera pas grief de consacrer cette chronique aux propos très éloignés de tout souci politique que nous ont inspirés un récent voyage en Espagne.

Réflexions en marge d'un voyage en Espagne

L'Espagne est peut-être le seul pays en Europe où un français ressente, avec une intensité que n'affaiblissent pas de nouveaux voyages, un dépaysement total du corps et de l'esprit.

Cela tient sans doute, comme on l'a souvent dit, à ce qu'elle n'est pas physiquement européenne et à ce qu'elle n'a pas partagé , depuis plus de deux siècles, le destin politique, intellectuel et moral de l'Europe.

Si la géographie rattache l'Espagne à l'Europe, celle-ci en réalité finit aux Pyrénées. Au-delà commence un pays dont on pourrait dire qu'il appartient à l'Afrique si parfois les paysages n'évoquaient également, disent certains, les hauts plateaux d'Anatolie ou les steppes de l'Asie centrale.

De fait on ne voit rien en Europe qui atteigne à la désolation sublime ou à l'austérité harassante, à l'immensité et à la solitude également vertigineuses des paysages d'Aragon, de Castille ou d'Extramadure.

Ce sont celles mêmes du désert et l'Espagne, sitôt traversés la Catalogne, la Navarre ou le Pays Basque qui nous rappellent encore les paysages qui nous sont familiers, apparaît bien en effet, ainsi que le remarquait Keyserling dans les pages qu'il lui a consacrées dans son « Analyse spectrale de l'Europe », comme une succession de déserts coupés d'oasis et de steppes brunâtres, aux arbres rares et dispersés.

Habitué à la douceur, à la grâce ou à la grandeur presque toujours humaine des horizons de son pays, ainsi qu'aux dons multiples d'une nature si généreuse pour l'homme, un français fait en Espagne l'apprentissage du désert.

Ce n'est pas un apprentissage facile ; il exige de qui le fait une austérité en accord avec la nudité parfois tragique de ces montagnes chaotiques ravagées par une impitoyable érosion et de ces plateaux sans arbres et sans limites où l'on ne voit que le ciel et la terre et où une lumière sévère règne sur la solitude et sur le silence d'une nature sans oiseaux.

Il faut oublier la joie et la lumière des pays méditerranéens et la fraîcheur apaisante des jardins de la campagne française si profondément marquée par la vivante présence de l'homme pour éprouver pleinement la grandeur cosmique de cette terre où la vie semble parfois si problématique et où elle garde souvent un caractère accidentel et précaire.

Si l'on sait renoncer à demander au voyage les plaisirs faciles du pittoresque et de l'agréable et se priver du bonheur que donne une nature civilisée alors on peut découvrir l'extraordinaire beauté de la « Meseta ». Mais cette découverte exige encore deux vertus essentielles : la patience de voir et, comme disent très bien les auteurs d'un récent petit livre sur l'Espagne (1), la bravoure de voir.

Patience de voir : la beauté de la meseta se dérobe au voyageur pressé. Elle ne se révèle peu à peu qu'à celui qui, renonçant à la vitesse et à l'itinéraire classique qui ne connaît que les villes que tout le monde visite, abandonne les grandes routes qui vont à Madrid et se confie au hasard des petites routes blanches et poussiéreuses.

Roulant dans le silence si épais et si lourd que, dit Lorca, « il incline les fronts vers le sol », et avec la lenteur que conseille la prudence sur des chemins souvent plus faits pour l'âne et la charrette que pour l'automobile, de colline en ravin et de château en village, il s'émerveillera sans se lasser des couleurs changeantes de la terre que l'on voit ici comme nulle part ailleurs et que la dure lumière de ces hautes régions oppose avec une si parfaite netteté. Il s'étonnera de ce qu'elles mettent tant de diversité dans tant de grandiose monotonie

(1) L'Espagne, par Dominique Aubier et Manuel Tunon de Lara (Editions du Seuil)

et parfois tant d'éclat parmi tant d'austérité, et il en ressentira l'exaltation mystérieuse qu'Unamuno a si bien exprimée dans ces vers :

Tu me soulèves, terre de Castille,
Sur la paume rugueuse de ta main,
Vers le ciel qui t'embrase et te rafraîchit,
Vers le ciel, ton maître.

Son autre récompense sera de découvrir avec enchantement et de façon parfois imprévue d'admirables petites villes vivantes ou endormies dans l'étroit corset de leurs murailles intactes ou à demi ruinées, et qui n'ont presque pas changé depuis le Moyen Age ou la Renaissance. Nous pensons à toi, Sigüenza, si « castiza », cachée derrière tes collines pelées et à ta rouge cathédrale d'une sévérité militaire dominant tes maisons de granit gris, et à toi Cuenca aux ruelles abruptes, avec tes maisons aux balcons de bois accrochées à l'étroite Gorge du Yucar, et à vous Madrigal de las Altas Torres au nom magnifique, berceau d'Isabelle la Catholique, Arévalo où naquit St-Jean de la Croix, Sépulveda où naquit Zuloaga, si complètement oubliées dans les plaines au manteau couleur de bure de la vieille Castille et si visibles aujourd'hui parmi les témoins de votre splendeur d'autrefois.

Sa récompense sera aussi de découvrir les châteaux. Dressés contre le ciel au sommet d'une haute colline solitaire où s'accrochent de maigres oliviers, dominant de leur double ou de leur triple enceinte telles les somptueuses forteresses de Manzanares el real et de Turegano, un petit village aux maisons blanches et aux toits gris tout environné de la poussière dorée que fait le blé qu'on bat sur l'aire ou surgissant fantastiques et roses de la plaine aux champs dénudés comme à Coca, ils soulignent d'un accent vigoureux les rythmes puissants de la terre castillane.

Mais il ne suffit pas de la patience de voir, il faut aussi pour comprendre la meseta et comprendre l'Espagne le courage de voir jusqu'à l'angoisse et jusqu'à la douleur.

Jusqu'à l'angoisse, car c'est bien un vertige voisin de l'angoisse que fait naître la vue de paysages comme ceux des Monegros ou de la Meseta de la Muela en Aragon avec leurs boursouflures blanchâtres couvertes d'une maigre végétation et d'où toute vie paraît absente.

Leur désolation lunaire est plus tragique encore que celle des paysages d'enfer que compose la Sierra de la Virgen au-dessus de Calatayud. Il faut être plongé dans l'univers hallu-

cinant des Monegros qui entoure le village misérable de Fuendetodos où Goya passa son enfance pour percer l'énigme des peintures hallucinées de « la Maison du Sourd ».

Il faut aussi avoir éprouvé jusqu'au tréfond de l'être la tristesse accablante qui, sous le ciel chargé de hauts nuages pyramidaux, règne sur les âpres hauteurs de Medinaceli où se déroulèrent certains des combats les plus sanglants de la guerre civile et pour comprendre ce que Zuloaga appelait « l'Espagne tragique ».

Il faut voir aussi jusqu'à la douleur, car la misère ne peut être vue sans douleur et on ne peut refuser de la voir sans ignorer le problème le plus dramatique auquel l'Espagne d'aujourd'hui soit encore affrontée. Cette douleur, mêlée d'un sentiment confus de culpabilité que l'on éprouvait en voyant « Les Hurdes » (1), le terrible reportage filmé de Luis Bunuel, nous l'avons à nouveau ressentie en traversant certains villages misérables d'Aragon et de Castille, témoins hélas toujours vivants de cette « Espagne noire » dénoncée par les intellectuels de la « génération de 98 », véritable cancer au flanc de ce pays qui lentement s'abandonnait à la décadence. Dans ce petit village des environs de Ségovie, reclus dans une misère séculaire, où, égarés, nous nous étions arrêtés pour demander la route d'Avila et où la femme à qui nous nous étions adressés avait le « beau regard des gens privés de tout — Plage distante où personne n'aborde » dont parlait Eluard, nous nous rappelons ces paroles que José Antonio prononçait il y a plus de vingt ans : « L'Espagne est presque toute entière campagne. La campagne c'est l'Espagne. Le fait que dans la campagne espagnole, l'homme se voit imposer des conditions de vie intolérables n'est pas seulement un problème économique, c'est un problème entier religieux et moral ». Dans le petit pueblo si triste dans la dure lumière de midi et si abandonné que personne n'y savait quel chemin il fallait prendre pour rejoindre la grande route, ces paroles avaient une signification tristement actuelle. Pour ces gens, rien n'avait changé, ils menaient toujours cette vie « d'animaux sauvages, reclus dans leurs terriers, sans aucun des agréments et des joies de la vie humaine » qui faisait saigner le cœur du fondateur de la Phalange.

Ainsi le problème dont José Antonio ne voyait la solution que dans une réforme agraire révolutionnaire dont il avait

(1) Région particulièrement déshéritée du nord de l'Extramadure.

exposé les grandes lignes aux Cortès en 1935, il semblait ici, vingt ans plus tard, toujours intact, et « l'Espagne noire », toujours aussi funèbrement présente.

Cette Espagne funèbre, le jeune écrivain phalangiste Gaspar Gomez de la Serna en rappelait les causes historiques dans la lettre ouverte qu'il y a six ans il adressait, dans la revue *Mundo Hispanico*, au directeur de *Life*, après la publication par ce magazine d'un reportage aux images saisissantes sur Deleitosa, village d'Extramadure, frère de misère de notre petit pueblo castillan. Gomez de la Serna les résumait de manière frappante en disant qu'il y avait un trou dans l'histoire d'Espagne, le 19e siècle, et que son pays n'avait pas vraiment vécu le siècle du libéralisme et de la révolution industrielle.

Après une courte période de despotisme éclairé sous les règnes de Ferdinand VI et de Charles III, l'Espagne s'est en effet détournée des courants intellectuels et sociaux qui agitaient l'Europe de la fin du 18e siècle et qui allaient donner naissance à la Révolution française, au nationalisme démocratique et au capitalisme moderne.

La réaction ultra-nationaliste que l'invasion napoléonnienne — et on ne soulignera jamais assez la gravité du traumatisme qu'elle provoqua dans la conscience espagnole — fit naître contre les idées libérales, consacra brutalement la rupture de l'Espagne avec l'Europe post-révolutionnaire et l'empêcha d'accomplir, en même temps que les autres nations d'Occident, cette révolution faute de laquelle elle sommeille encore à demi dans des structures économiques et sociales sclérosées.

Ainsi en cessant il y a cent cinquante ans de partager le destin de l'Europe, l'Espagne suspendait le cours de son histoire.

Celui-ci ne devait reprendre qu'en 1898 sous l'effet du désastre sur lequel s'acheva la guerre hispano-américaine. L'effondrement final de l'Empire espagnol consacré par la sécession de Cuba et la perte des Philippines retentit en effet profondément dans la conscience de quelques hommes pour la plupart, écrivains et artistes, qui devaient exercer une profonde influence, en particulier Unamuno et Ortega y Gasset, sur les générations suivantes.

Ouvrant les yeux sur l'Espagne, il découvrirent ce pays qui, depuis un siècle, s'était déchargé sur le bord du chemin du poids de son destin et, absent au monde moderne et s'oubliant lui-même dans le souvenir stérile de sa prodigieuse et ruineuse aventure américaine, s'était endormi dans sa déchéance. Ils prirent une conscience douloureuse, tragique, de leur

patrie, de cette Espagne « triste et sans ailes, moralement déchue par toutes sortes de haines et de luttes » dont devait plus tard parler José Antonio. Le thème de « l'Espagne noire » devint le thème-clé de leurs œuvres qui, empreintes d'un pessimisme trop profond et comprenant une souffrance parfois trop purement charnelle, comme lorsque Unamuno écrivait : « Moi, à qui l'Espagne fait aussi mal que la tête, le cœur ou le ventre », pour nourrir une volonté efficace de changement, eurent cependant l'immense mérite de réveiller la conscience de l'élite espagnole et de contribuer à la renaissance d'un patriotisme exigeant, critique et tourné vers l'action.

C'est ce patriotisme qu'exprimait José Antonio lorsque dans un discours prononcé à Madrid en 1935, il disait : « Nous, c'est parce qu'elle ne nous plaît pas que nous aimons l'Espagne. Ceux qui aiment leur patrie parce qu'elle leur plaît, l'aiment avec un désir de contact, l'aiment physiquement, l'aiment sensuellement. Nous nous l'aimons avec une volonté de perfection » et, quelques années plus tard, reprenant dans sa lettre à *Life*, les paroles de José Antonio, Gomez de la Serna ajoutait « cette volonté se nourrit de notre propre douleur, vit de notre espérance elle-même et elle est si profonde et si authentique qu'elle se hérisse de colère, lorsque quelqu'un, du dehors, pose sur cette Espagne qui ne nous plaît pas, ses mains impures, pour en faire un frivole objet de tourisme ou un sujet de propogande politique ».

Telle n'était pas notre intention, est-il besoin de le dire à nos amis de la Phalange qui liront peut-être ces lignes, lorsqu'à propos d'un petit village castillan nous avons évoqué « l'Espagne noire ». Si le problème de la misère et de la faim est encore aujourd'hui un problème espagnol c'est une réalité qu'il faut regarder en face, non pour en faire ce sujet d'indignation facile et d'égoïste mépris qu'en font trop de Français qui vont en Espagne, mais pour y trouver des raisons supplémentaires d'aimer ce pays, que pour notre part nous aimons comme une seconde patrie, et de souhaiter que son entrée rapide dans la communauté européenne qui naît sous nos yeux l'aide à intensifier un effort et à accélérer des progrès que son extrême pauvreté a jusqu'à maintenant considérablement freinés.

Cet effort et ces progrès sont réels et « l'Espagne noire » n'est plus le symbole de la vie rurale espagnole dans sa totalité ; mais une fois de plus pour s'en rendre compte, il faut s'écarter des itinéraires pour voyageurs pressés pour qui l'Espagne n'est que villes, musées et danseurs gitans.

Le régime franquiste n'a sans doute pas réalisé la réforme agraire radicale qui, avec la nationalisation du crédit réclamée à nouveau en 1953 par le congrès du mouvement, constituait le point essentiel du manifeste que publiait la Phalange avant les élections de 1936. Nos amis de la Phalange conviendront, nous en sommes sûrs, avec nous, que seule cette réforme radicale, abandonnée sans doute sous la pression malheureusement croissante des forces conservatrices, aurait donné au régime ce caractère révolutionnaire que l'histoire ne lui reconnaîtra pas.

La réforme agraire, sur une échelle réduite, et, sur une échelle plus vaste, la transformation des conditions de vie rurales et l'amélioration des terres par l'irrigation, ont été pourtant entrepris par l'Institut national de colonisation, symbole de la nouvelle reconquête de l'Espagne par les Espagnols, avec des résultats souvent remarquables.

Nous en avons eu le témoignage en visitant il y a quelques semaines l'un des villages tout récemment construits par cet organisme sur les terres d'irrigations de la région de la Violada dans la vallée du Gallego en Aragon. Là où naguère s'étendait la steppe aride et grise, la terre nourrie d'eau commençait à vivre. Dans le silence où vibrait un cri d'oiseau, un homme labourait cette terre pour la première fois ; il n'y avait d'autre ombre que celle des poteaux de la route ; les arbres viendraient plus tard ; le chemin qui conduisait au village venait à peine d'être empierré et les rues étaient encore des fondrières, où les enfants couraient pieds nus, mais dans la belle après-midi de septembre, nous éprouvions l'émotion indicible, tellurique, que l'on ressent devant tout ce qui naît à la vie.

Jacques POILLOT.

CHRONIQUE EUROPÉENNE

PIÈGES DE LA « ZONE DE LIBRE ÉCHANGE »

Trop de gens s'imaginent que la Zone de libre échange, que proposent sans la proposer les Britanniques, serait une sorte de Marché commun élargi. Une telle confusion est extrêmement préjudiciable à l'Europe.

Il faut dire que la confusion n'a jamais manqué dans ce domaine. Prenons l'exemple du patronat. Il y a deux ans, le patronat français était hostile au Marché commun, parce que les Britanniques ne voulaient pas y participer : il craignait le tête-à-tête avec l'industrie allemande. Un an plus tard, changement à vue : le patronat, prenant conscience que le Marché commun organise, discipline et égalise les conditions de la concurrence internationale, se déclare partisan du Marché commun.

Suite « logique » : le 21 septembre dernier, le C.N.P.F. affirmait son hostilité à la zone de libre-échange parce que les Britanniques en feraient partie. Raison : par suite de la non-inclusion des produits agricoles, condition mise en avant par Londres, l'équilibre serait rompu entre les avantages et les sacrifices ; il en va de même pour les territoires d'Outre-mer, associés du côté français, en dehors du circuit du côté britannique.

La position du patronat allemand n'est guère différente de celle du patronat français, bien que M. Erhard, le ministre de l'Economie de Bonn, se déclare, en libéral fanatique, partisan de la zone de libre échange.

Quant aux Britanniques, leur comportement est apparemment bizarre. Réticents devant cette fameuse zone, où ils s'engageraient avec des mines de vieille chatte, ce sont eux qui la proposent actuellement aux Six !

Pourquoi ? Parce que le Marché commun, qu'ils prenaient pour une nouvelle C.E.D. vouée à l'échec, va commencer à fonctionner dans un an, et qu'ils en craignent les effets s'ils ne s'y associent pas, afin de l' « atténuer » et de le contrôler. Egalement parce que la mission itinérante qui vient de visiter toutes les capitales européennes et celles du Commonwealth

sous la conduite du ministre Maudling, chargé des questions européennes, les a convaincus que les pays du continent autres que les Six souhaitent entrer en contact avec le Marché commun, voire y participer (en particulier les Scandinaves, si liés à Londres), et que les Dominions poussent plutôt à une coopération plus étroite de la Grande-Bretagne avec l'Europe.

⁂

Mais si l'on veut connaître le sentiment réel des Britanniques, il faut se reporter aux déclarations faites à Montréal par Lord Balfour of Inchrye, le Villiers anglais. Pour lui, l'ordre des priorités est le suivant : 1° Marché intérieur, 2° Commonwealth, 3° Europe ; en outre, il faudrait que le Commonwealth secouât les clauses restrictives du G.A.T.T. qui empêchent une politique de préférence (lisez : discrimination) commerciale ; enfin, les discussions avec les Six devraient avoir lieu non du seul point de vue britannique mais **in globo** : Londres, Commonwealth et colonies de la Couronne...

En somme, les Britanniques consentiraient à nous faire l'honneur de s'associer à nous pour peu que nous leur laissions tous les bénéfices de l'affaire, et que nous passions le reste par pertes et profits. On conçoit que le projet de libre-échange qui n'apparaît nimbé que des prestiges ternis du libéralisme, comme le remarquait récemment jusqu'au chroniqueur du Monde, suscite partout plus de réserve que d'enthousiasme.

Les agriculteurs français ne peuvent que le repousser ; en dépit des ballons d'essais lancés à Londres, une zone de libre-échange qui exclurait par définition les produits agricoles les placerait dans une position d'autant plus défavorisée qu'il ne saurait s'agir pour eux, comme dans le Marché commun, de protocoles additionnels portant sur des contrats à long terme. Quant aux syndicalistes, leur réaction est unanime ; une zone de libre-échange ne comporterait aucune des garanties que leur apporte le Marché commun : harmonisation des salaires et des charges sociales avec tendance à l'égalisation par le haut, fonds de reconversion, etc...

Le libre-échange ne comporte aucune institution, ni aucune orientation. Il se résume au « laissez faire, laissez passer » de la belle époque ; il est incompatible avec une orientation rationnelle de l'économie comme avec l'aménagement et la mise en valeur des régions sous-développées, qui peuvent seules redonner à l'économie européenne une productivité compétitive sur le marché mondial.

N'oublions pas, enfin, que la différence essentielle entre le Marché commun et la zone de libre-échange est que celle-ci, au contraire de celui-là, n'établit pas de tarifs douaniers communs aux participants dans leurs rapports avec le pays tiers. On entrevoit les énormes possibilités de fraude et de dumping que permettrait l'attelage boiteux Marché commun-Zone de libre échange. A moins que chaque produit importé ne soit assorti d'un certificat d'origine — c'est-à-dire que ce « libéralisme » aboutirait à multiplier les contrôles les plus tatillons.

⁂

Au vrai, aussi longtemps que les institutions de la Communauté économique européenne ne seront pas en place et que la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux ne sera pas complète dans le domaine du Marché commun — en d'autres termes, tant que le grand espace économique homogène des Six ne sera pas une réalité — les projets de zone de libre-échange ne sauraient être pris en considération. Ses partisans ne désirent qu'une chose : brouiller les cartes, retarder ou rendre impossible le Marché commun, en fait torpiller l'union enropéenne.

Il s'agit effectivement d'un problème beaucoup plus politique qu'économique, le même problème agité au moment de la naissance de la C.E.C.A. comme pendant les discussions sur la C.E.D. : la fausse opposition entre les Six et une mythique « Grande Europe ». L'exemple prouve que la seule Europe politiquement possiple est celle des Six. Attendre la Grande-Bretagne est un leurre ou une manœuvre. Que Londres joue la confusion, rien de plus normal ; mais que des Européens sincères entrent dans le jeu signifie hypocrisie ou lâcheté. Soyons-en sûrs : si le Marché commun devient aussi sérieux que la C.E.C.A., la Grande-Bretayne se hâtera de faire avec lui comme avec la Haute-Autorité : s'y associer de l'extérieur. Jusqu'au jour, qui viendra bien, où ses difficultés internes et l'inexorable évolution du monde la convaincront que le duumvirat avec Washington n'est qu'un rêve, et qu'il ne lui reste qu'à tirer la leçon de l'histoire en ralliant sans arrière-pensée un continent qui peut dès maintenant se passer d'elle.

Pierre SAUCHET.

INFORMATIONS EUROPÉENNES

Conseil de l'Europe.

● La Commission sociale de l'Assemblée consultative a établi un rapport (présenté à la session qui s'est ouverte le 16 octobre) sur *le problème du logement*. Elle a suggéré que le B.I.T. dresse des listes d'ouvriers du bâtiment des diverses catégories dans les pays d'Europe, afin de permettre les échanges de main d'œuvre nécessités par les problèmes de construction.

● La Commission politique a examiné trois rapports : l'un relatif à la *coordination des politiques extérieures* des pays-membres, l'autre relatif *à l'harmonisation des institutions européennes*, la troisième portant sur la création d'une *zone de libre-échange*.

● A la réunion des « Sages de l'Europe », tenue sous la présidence de M. Fernand Dehousse, président de l'Assemblée consultative, il a été suggéré de convoquer une réunion élargie avec la coopération de l'O.E.C.E., de l'U.E.O. et de la C.E.C.A, En outre, l'unanimité s'est faite sur la nécessité d'un seul lieu de regroupement.

● Inaugurant l'aérogare d'Entsheim, M. Pflimlin, président du Conseil général du Bas-Rhin, a justement proposé Strasbourg comme « *capitale de l'Europe* ». Ce faisant, il répondait notamment aux préoccupations des Allemands, fort bien traduites par M. Süsterheim, ancien ministre d'Etat, dans un retentissant article du *Rheinischer Merkur :* ceux-ci sont inquiets des projets concernant le transfert éventuel du Conseil de l'Europe à Paris, pour des raisons de commodité. Il est évident que le choix de Strasbourg est symbolique. Le siège du Conseil de l'Europe doit devenir celui de toutes les institutions européennes.

● En attendant, l'Assemblée consultative vient de se dresser violemment contre le Comité des Ministres. Constatant : 1° qu'à ses recommandations celui-ci n'avait fait que des réponses négatives 2° qu'en outre aucun ministre ne se trouvait dans la salle des séances, l'Assemblée, sur la suggestion de la Commission des Affaires communales et de la Commission politique et après un discours vengeur du président Fernand Dehousse, a décidé de ne pas examiner le rapport des ministres et de refuser les crédits du poste « budget ». Cette colère salutaire va-t-elle durer, et « bousculer les gouvernements », comme disait jadis M. Spaak ?

Communauté charbon-acier.

● Les récentes catastrophes minières viennent de susciter à Luxembourg la création d'un service permanent de *Sécurité dans les mines*. Celui-ci centralisera toutes les informations concernant la prévention et la sauvegarde dans les bassins et mines des Six.

● La Haute-Autorité s'est élevée contre la décision prise le 1er octobre par les *Charbonnages de la Ruhr* de relever de 4.70 DM le prix de la tonne de charbon et de 6,20 DM celui de la tonne de coke. Attendons les sanctions, ou la transmission du différend à la Cour de Justice.

● On pense que *M. René Mayer*, qui quitte la présidence de la Haute-Autorité pour retourner dans l'industrie privée, se verrait notamment offrir la présidence de l'*Eurafrep*, société de recherches pétrolières au Sahara créée par différents groupes financiers français et belges. On sait que la succession de M. René Mayer est un problème ardu, car elle est liée à la « redistribution » des postes-clés dans les différentes institutions, et à la désignation des présidents d'Euratom et du Marché commun.

Union de l'Europe occidentale.

● L'Assemblée de l'U.E.O. qui a siégé à Strasbourg les 10 et 11 octobre, a examiné les rapports sur l'état de la *sécurité européenne* et de la responsabilité du Comité des ministres dans les problèmes militaires, ainsi qu'une proposition franco-italienne relative à une assemblée européenne commune.

● Cette même Assemblée s'est, à l'unanimité, élevée violemment contre le Comité des ministres, auquel elle a infligé un

« blâme », lui reprochant notamment par la bouche du très modéré délégué belge Etienne de la Vallée-Poussin, de ne pas lui fournir les renseignements indispensables *« la mettant ainsi dans la quasi-impossibilité de remplir son devoir de contrôle »*.

Crise de croissance d'une assemblée purement consultative — et qui a à faire à la Grande-Bretagne parmi les Sept, ce qui explique bien des choses.

• Un travail concret s'effectue cependant à l'U.E.O. A Berlin se sont réunies du 11 au 19 octobre les commissions spécialisées de la *jeunesse* et des problèmes de *circulation*. L'Europe avance plus là que dans des discours.

Organisation Européenne de Coopération Economique.

• C'est le 17 octobre seulement que s'est réuni le Conseil des Ministres de l'O.E.C.E., car les experts chargés de rédiger un rapport sur la *zone de libre échange* n'avaient pas encore fini leur travail. Cette réunion a d'ailleurs été handicapée par l'absence du gouvernement français (démissionnaire le 2 octobre) et du gouvernement allemand (formé le 22 octobre). Quelle est alors la valeur des engagements pris par Paris et Bonn ?

Les décisions prises concernent le principe d'une *zone de libre échange « qui associerait, sur une base unilatérale, la Communauté économique européenne et les autres pays membres de l'O.E.C.E. »*, mention faite au passage d'une « expansion des échanges agricoles », ainsi que la méthode propre à réaliser cette zone éventuelle : un Comité gouvernemental intérimaire du type de celui de Bruxelles, qui a mené à bien les discussions sur Euratom et le Marché commun, doit permettre, selon le mot de M. Thorneycroft, « de passer du plan technique au plan politique ». Mais ce mot est susceptible de bien des interprétations.

• Un rapport de l'O.E.C.E. note que l'*industrie chimique* dans les pays-membres progresse rapidement : 8 % de 1955 à 1956, 13 % du 1er semestre 1956 au 1er semestre 1957. Cette progression tient surtout au développement des exportations dans les pays extra-européens. Elle entraîne une certaine pénurie de main d'œuvre.

• En revanche, l'*extraction du charbon* est quasi-stationnaire : 0,7 % d'augmentation en un an. Il a fallu importer en

1956 38 millions de tonnes des Etats-Unis (contre 24 en 1955), les achats à l'Est restant stationnaires (7 millions de tonnes).

On ne prévoit aucune amélioration prochaine de cet état de choses, ce qui laisse prévoir une nouvelle augmentation des prix, due à la pesée des frais de transport du charbon importé. Quelle justification d'Euratom ! Mais il faut tenir le coup jusqu'à la relève nucléaire, ce qui est possible grâce au Sahara, si la France ne se laisse pas déborder, et si ses partenaires européens comprennent la politique algérienne, ce qui n'est pas toujours le cas.

Euratom.

● Si le traité de Marché commun (de son vrai nom Communauté économique européenne) a été adopté par la Chambre des députés des Pays-Bas par 114 voix contre 12, *le traité d'Euratom* (Communauté atomique européenne) *l'a été à l'unanimité ;* l'extrême-droite était en effet d'accord, et les quelques communistes, qui étaient naturellement « contre », avaient renoncé à demander le vote par appel nominal, de règle au parlement néerlandais. Quant aux conventions d'application, elles devront, par dérogation à la Constitution (82 députés contre 45 en ont ainsi décidé) être ratifiées par les deux Chambres.

● Cependant le *Times* vient de publier un article exposant *pourquoi la Grande-Bretagne ne doit pas adhérer à l'Euratom.* Article d'autant plus significatif qu'il est signé par Lord Chandos, ancien ministre du Commerce pendant la guerre, actuellement président des « Associated Electrical Industries » et des « Imperial Chemical Industries ». L'argument essentiel en est l'avance atomique que les Britanniques possèdent par rapport aux pays du continent, et le fait qu'ils veulent rester souverains maîtres de leurs décisions.

Marché commun.

On sait qu'il ne commencera à fonctionner que le 1er janvier 1958. Il ne s'agit donc en ce moment que de préparations et d'études. Voici quelques éléments glanés ces dernières semaines.

● *Les exportations des Six vers certains pays de la zone sterling* croissent régulièrement ; tandis que les exportations britanniques vers ces mêmes pays ont tendance à diminuer.

Tel est notamment le cas pour le Canada. En 1955, la Grande-Bretagne exportait plus de trois fois ce que les Six y exportaient (812 millions de livres contre 265 millions). Mais les exportations des Six au Canada atteignaient 147 millions de livres dans le 1er semestre 1956, et 187 millions dans le 1er semestre 1957, tandis que les exportations britanniques dans le même laps de temps tombaient respectivement à 369 millions et à 338 millions (soit moins de la moitié). Indication précieuse : quand le Marché commun entrera en vigueur, les Six seront bien placés pour la compétition internationale.

● Le troisième congrès international du *Crédit agricole* vient de se tenir à Paris. Il a préconisé, pour remédier à l'endettement de l'agriculture dans les différents pays européens, la création dans le cadre du Marché commun d'une *Banque d'investissements agricoles,* qui pourrait être la section agricole de l'Institut autonome d'investissements prévu par le traité de Rome.

● Dans le même temps se tenait à Versailles le 4e Congrès de *l'Union européenne des techniciens du film et de la télévision.* On y a traité des problèmes du cinéma devant le Marché commun : harmonisation des charges sociales, exploitation cinématographique européenne, etc...

● Avant même d'être né, le Marché commun oriente déjà l'économie. Soulignant l'attraction que nos voisins du Nord et de l'Est exerceront sur nos régions-frontières, le président du Conseil national de la navigation intérieure a insisté sur *la nécessaire modernisation de nos liaisons fluviales* entre ces régions d'une part, le Bassin parisien et le Centre d'autre part.

● Quant aux organismes économiques qui débordent les Six, ils se développent régulièrement eux aussi. La Grèce et la Turquie viennent d'être admises à *Eurofima* (Société européenne de financement pour le matériel ferroviaire), portant ainsi le nombre des participants à 16. C'est ainsi qu'on va des wagons « Europ » aux rapides et confortables T.E.E. (Trans-Europe-Express).

Dans les mouvements européens.

● *L'Union européenne des Fédéralistes* a demandé fin septembre l'élection au suffrage universel d'une Assemblée constituante européenne, chargée d'élaborer la Constitution des Etats-Unis d'Europe. En sommes-nous déjà là ?

● *Le Mouvement socialiste pour les Etats-Unis d'Europe* a demandé le 6 octore que les cinq pays associés à la France dans l'Europe des Six soient mêlés à une médiation entre la France, le F.L.N., le Maroc et la Tunisie. Sans doute pour simplifier la question.

● *L'Action européenne fédéraliste,* réclamant la poursuite de l'intégration européenne, s'est prononcée quelques jours plus tard pour une méthode progressive fondée sur des « pactes fédéraux partiels » entre les Etats couronnés par un Pacte politique. Peu spectaculaire, mais peut-être réaliste.

● *Le Conseil des Communes d'Europe* a déployé cet automne une grande activité.

D'abord deux jumelages : le 29 septembre, jumelage Chartres-Ravenne ; depuis lors, les habitants de Chartres sont exonérés à Ravenne des taxes de séjour. Le 13 octobre, jumelage Metz-Trêves, deux villes directement intéressées par la canalisation de la Moselle.

Ensuite trois rencontres de maires français et étrangers, dont celle du 21 septembre fut particulièrement importante et significative : ce jour-là, 150 maires des arrondissements de Colmar, Ribeauvillé et Guebwiller ont franchi le Rhin pour tenir à Vieux-Brisach une réunion commune avec des maires du pays de Bade. Ainsi naît l'Europe concrète.

Divers.

● Une pétition pour *l'entrée de la Suisse au Conseil de l'Europe* comme « membre libre » (neutre, et ne s'occupant pas des problèmes politiques et militaires) circule avec succès dans la Confédération.

● La Belgique vient d'aligner sur le tarif intérieur le tarif postal à destination de l'Europe des Six : 2,50 francs belges pour une missive de 20 grammes au plus, contre 4 francs au tarif « étranger ». La réciprocité va bientôt être établie. *Le tarif postal européen est né.*

● Le Comité agricole de la *Commission économique de l'O.N.U. pour l'Europe,* qui siège à Genève, a établi son programme de travail pour 1957-1958 : Etude et perspectives du marché. Développement des échanges agricoles intra-européens. Informations techniques

Les Livres du Mois

Deux essais politiques :

Michel DEBRÉ : « *Ces princes qui nous gouvernent...* » (Ed. Plon).

C'est la faute au *régime*... c'est la faute au *système*... Sous ces deux mots employés tour à tour grouille tout un pandémonium dont il serait bien intéressant de faire l'inventaire et l'histoire. Car ce *système* que certains dénonçaient dès 1945, il ne s'en trouve plus beaucoup aujourd'hui, après un subtil gauchissement du mot, pour le défendre !

Quoiqu'il en soit, Michel Debré part aujourd'hui à sa recherche pout tenter d'en déceler le mécanisme véritable. Recherche, il va sans dire, très importante, car ce mécanisme ne se trouve nullement défini par quelque texte que ce soit. Emmanuel Berl s'étonne que l'on puisse encore attacher la moindre importance au débat constitutionnel. Nous pourrions être parfaitement d'accord, mais il faut aussitôt ajouter : « *le Régime n'est pas la Constitution, n'est pas les textes.* C'est quelque chose d'infiniment plus complexe, d'infiniment plus fort et plus hasardeux à la fois, c'est un équilibre sans ciment qui tient par la pesanteur. Michel Debré l'écrit très bien : « *Tout se tient dans un régime : institutions, structures économiques et sociales, orientation politique, hommes et mœurs.* » Et il ajoute : « *Quand on sent la nécessité de la réforme, il faut commencer par un bout de la chaîne.* »

Il est vrai que la difficulté est précisément de trouver le bout de la chaîne sur lequel il faut tirer, car si les hommes font la valeur des institutions, les institutions paralysent totalement l'action des hommes.

Pour cela il faut d'abord saisir où se trouve le Pouvoir réel du Régime sous le Pouvoir de la Constitution.

Qui sont nos Princes ? se demande Michel Debré. Bien sûr, pas seulement nos ministres et nos parlementaires, ni même nos fonctionnaires. La vérité est tout-à-fait autre : tous les parlementaires ne comptent pas, certains ne sont que des figurants. Mais par contre bien d'autres personnages sans existence officielle détiennent une part réelle du Pouvoir effectif dans ce Régime non écrit. A travers diverses catégories, l'auteur croit pouvoir évaluer à huit cents le nombre de ces personnes, entourées d'un second cercle de *clients* de trois à quatre mille, prétoriens du régime d'un nouveau genre.

Les personnages une fois mis en scène, il faut encore définir les règles du jeu, jeu nocif qui a fini par faire prendre le rêve intéressé de quelques-uns pour la réalité. Nos princes sont des diviseurs, diagnostique Michel Debré, nos princes sèment des idées fausses, nos princes conservent le conservatisme. La division des fonctions est peut-être un garant de la liberté, mais ce n'est plus de cela qu'il s'agit aujourd'hui. Ce ne sont plus les fonctions qui sont divisées, mais les organes eux-mêmes et contre eux-mêmes. La confusion règne là où il faudrait la clarté, la dispersion où il faudrait de l'unité.

Or par les idées fausses qu'ils répandent, nos princes sont les vigilants gardiens de cet état de choses. Droit au travail, droit au bien-être, liberté, paix, toutes ces valeurs ont été détournées de leur véritable sens au profit de la routine, de la facilité, de la licence et de l'abdication qui — et c'est la pire sottise — doivent bientôt provoquer leur ruine. Car la philosophie politique artificielle et irréelle dans laquelle et de laquelle nous vivons masque les difficultés mortelles sans, hélas, les supprimer.

Le péril reconnu, il reste à envisager les remèdes. Michel Debré dénonce les faux et recherche les vrais. Les faux remèdes, ce sont les illusions. Ce sont les solutions qui n'envisagent qu'un aspect de l'ensemble complexe que nous avons défini. Révision constitutionnelle, réforme électorale, réforme des mœurs n'atteignent qu'un élément qui se trouve solidaire du tout. L'auteur dénonce également la *solution européenne*. Nous sommes là encore en plein accord avec lui. Jamais nous n'avons pensé à l'Europe comme à une solution de problèmes intérieurs français : bien au contraire ce sont ceux-ci qui empêchent celle-là, car, dans les conditions actuelles, nous ne représentons qu'une *faiblesse* aux yeux de nos partenaires européens. Mais nous affirmons que dans une certaine mesure les questions sont liées parce que la solution de l'une et l'autre dépend d'un retour aux réalités qui postule la même philosophie politique.

Michel Debré, comprenant alors qu'une transformation n'a aucune prise, il ne subsiste que l'espoir d'une *mutation brusque* dont il tente de poser les voies et les moyens : c'est le gouvernement intermédiaire, *prépolitique,* qui, négligeant les idéologies usées, posera les conditions de toute politique future, celle-là seule qui aura des mains pour atteindre les choses. Qu'il pense pour cela au Général de Gaulle est une malheureuse survivance de passions aveugles dont nous disons ailleurs l'impossibilité, mais qui n'altère pas le fond de son analyse.

L'essai de Michel Debré marque un effort très important pour reconsidérer toute la chose politique. Et il soulève, au passage, bien des questions sur lesquelles il faudrait revenir. On pourrait certes aller plus loin dans la description concrète des mécanismes actuels. La *pesanteur* du système, qui en maintient l'équilibre, ce sont les *intérêts,* dont il ne parle pas. Sans dire cela, on risque

de demeurer dans le même trompe-l'œil que celui des textes institutionnels. Et dans les mêmes illusions. Car lorsque le jeu des intérêts est parfaitement cohérent, les chances d'irruption dans le système sont pratiquement réduites à zéro. Le seul espoir aujourd'hui réside dans le fait que tout le système se trouve tellement lézardé que certains intérêts eux-mêmes se sentent menacés. C'est là la meilleure chance de la lucidité.

Jacques FAUVET : « *La France déchirée* » (Ed. Arthème Fayard).

Las d'être l'esclave de l'événement et du temps, de son directeur et de son lecteur, de passer tour à tour pour trop léger ou trop prudent en commentant « en quelques minutes un discours, une décision, un destin qui ont demandé des heures ou des ans à être façonnés », Jacques Fauvet, grand chroniqueur du grand journal de la République « Le Monde », a voulu dépasser ce cadre trop étroit. Il entend maintenant expliquer ce qui est quotidien par ce qui est permanent, ce qui est apparent par ce qui est sous-jacent, ce qui est complexe par ce qui est simple. En un mot il aborde l'essai, pour nous expliquer les données profondes de la vie politique française.

Descendant du général au particulier, Jacques Fauvet étudie d'abord l'esprit public avec ses composantes essentielles, l'individualisme, le conservatisme et l'intellectualisme ; puis la division subtile qui, courant à travers les réalités du pays, sépare les deux Eglises, les deux oppositions, les deux France, les gauches et les droites ; enfin les partis et leurs mécanismes réels aux prises avec les hommes et l'argent.

Dès les premières pages, un esprit familier avec quelques écrits politiques et la lecture des journaux retrouve tout cela sans désagrément : ce sont les pantoufles tièdes de la tranquille pensée bourgeoise. Siegfried, Morazé, Goguel — Aron, Duverger, Duroselle, les guirlandes bien connues se balancent le long de ce *digest* des cours d'Instituts d'Etudes politiques. Rien n'est faux — au reste les statistiques et les références assénées empêchent de *bouger* quoi que ce soit — tout est un peu intéressant, rien n'est bien utile. Au fur et à mesure que l'on avance dans la lecture, l'on se rend d'ailleurs mieux compte qu'il y a là un mode de pensée très précis, qu'aide à dégager une comparaison avec l'essai de Michel Debré. Sur beaucoup de points, les analyses de ces deux ouvrages se suivent pas à pas, mais tandis que Michel Debré lutte avec la réalité, tente de déceler la faille où l'action pourra se glisser pour faire levier, Jacques Fauvet, sous prétexte d'objectivité, se laisse frapper par à peu près tous les défauts qu'il dénonce.

L'individualisme, le conservatisme et l'intellectualisme s'étalent notamment tout au long de cette nonchalante promenade. Un détail est significatif : tandis que Michel Debré prend parti pour un système électoral fondé sur le principe majoritaire qui permette de *gouverner*, Fauvet soutient la représentation proportionnelle qui assure, dit-il, plus de *justice*. Voilà l'intellectualisme de la molle bonne conscience.

Le plus grave défaut est que, pour archi répété que tout cela soit, rien n'entraîne vraiment la conviction. L'on sent par trop que l'auteur, confiné dans les couloirs parlementaires, n'est jamais que le *spectateur* de l'action gouvernementale. Il décrit le décor en trompe-l'œil, il ne voit pas la machinerie bien huilée qui permet les beaux effets scéniques. Ce qu'il dit, par exemple, du financement des partis paraît d'une bien grande naïveté. Et pas un mot sur ce phénomène pourtant capital de la *possession de l'Etat*.

La conclusion malheureuse est que l'auteur n'a pas beaucoup dépassé, malgré ce qu'il se proposait, le niveau du journal quotidien. De tout son livre, il ne reste qu'une réflexion qui donne à penser — réflexion bien tardive de la dernière page, — l'évocation de l'espoir et des problèmes des années 1970 au cours desquelles un million de plus de jeunes gens atteindront l'âge de 15 à 20 ans. Si l'on songe au changement qui s'opère déjà dans l'orientation des intérêts des jeunes générations, curiosité pour les techniques bien plus que passion idéologique, l'on peut imaginer les bouleversements probables qui bientôt rendront plus évidemment vaines les descriptions lasses et ne témoignant guère d'imagination du pauvre chroniqueur.

Bernard VORGE.

A propos du Journal d'Anne FRANK :

L'ACTION et la FOLIE

Il y a la pièce elle-même, il y a le document historique, il y a enfin les réflexions qui peuvent ensuite se développer sur tout cela.

On reçoit la pièce au visage comme un paquet de mer. Rien n'y est simple mais, roulés, bousculés, envahis, on remet à plus tard le soin des analyses. Par là la pièce est en quelque sorte au-delà de l'émotion : on assiste, on enregistre, on vit avec cette famille qui nous est présentée, puis les événements viennent nous surprendre un beau jour, bêtement, et l'on se retrouve tout seul sur le trottoir.

Deux familles juives d'Amsterdam, devant la recrudescence des recherches de police, viennent, en juillet 1942, prendre possession du recoin de grenier où elles vont essayer de vivre après avoir simulé un départ en Suisse : le ménage Frank avec leurs deux filles, et le ménage Van Daan avec leur fils Peter. A eux se joindra bientôt le dentiste Dussel, diminuant ainsi leur espace et leurs rations. La porte est condamnée, personne ne peut sortir. Des amis les ravitaillent de l'extérieur. Pour ne pas donner l'éveil aux ouvriers qui viennent durant le jour travailler dans l'immeuble, ils ne doivent ni parler, ni marcher, ni bien sûr faire couler l'eau durant les heures ouvrables. Et là, durant deux ans, sous la menace perpétuelle d'une découverte qui équivaut à une condamnation à mort, ils vivront, attendront, craindront, espèreront. De treize à quinze ans, la petite Anne Frank se sera transformée et aura découvert un monde moins nuageux que celui de l'enfance. Un brutal jour de juillet 1944, ils seront tous arrêtés.

Pour être recluse, cette vie n'en est d'ailleurs pas moins remplie. Elle a ses événements et bien d'autres

sentiments y voient le jour, que celui de l'attente. C'est cela qui donne sa diversité et sa réalité à la pièce. En dehors même de la présence de la persécution que parfois, avec les prisonniers, l'on oublie, la pièce se déroule sur plusieurs plans. Il y a le côté, plein de détentes, par lequel ces familles nous rappellent le « Robinson suisse » des livres d'enfants. Ce n'est plus un homme seul, mais une famille — cette fois-ci plusieurs familles — qui installent leur île déserte. Dans ce petit monde clos et relativement protégé, ils se répartissent les coins que chacun décore, ils inventent, ils *retournent au bateau* en passant des commandes à l'extérieur, ils improvisent pour fêter les anniversaires, ils rient parfois, ils scandent leurs jours monotones de rites nouveaux.

Il y a encore les problèmes de la cohabitation : les duels caractériels s'exaspèrent, les inimitiés apparaissent, les sympathies aussi, même un amour fragile. Les privations rendent parfois les affrontements plus âpres sous le lien brutal de la nécessité.

Il y a aussi l'introspection de la petite Anne : treize ans, prisonnière, un cahier et l'idée d'un journal à tenir, toutes les conditions sont vraiment réunies d'un narcissisme, qui est ici touchant dans sa rigueur sérieuse et son égarement mêlés.

Ce sont là les problèmes des prisonniers, des prisonniers de toutes les prisons. Il n'y a pas la moindre volonté de démonstration, pas la moindre idéologie, pas la moindre tentative de *spécification* du problème. La pièce est un bloc de faits et c'est de là que naît sa force.

⁂

Cependant, si l'on veut revenir à l'événement historique et, pour cela, au livre du Journal d'Anne Frank, l'on éprouve une curieuse impression : peu à peu le bloc se délite. Peut-être fallait-il lire le livre d'abord ! Mais enfin le paysage est ici tout différent : ce n'est plus un coin de grenier que les prisonniers occupent, ce sont plusieurs pièces sur une arrière cour, ils ne sont plus astreints au silence et à l'immobilité, mais à une simple prudence, ils peuvent chaque soir parcourir l'immeuble, ils communiquent facilement avec l'extérieur, ils ont

emporté une partie de leur fortune... Bien sûr, rien de tout cela n'est capital au regard du risque final. Mais justement pourquoi alors tous ces coups de pouce ? pourquoi cette *purification* des situations, dont on ne laisse pas le soin au spectateur ?

Purification des situations et purification des personnages. Car sans doute faut-il manquer totalement d'humanité pour sentir ainsi, mais les personnages du livre apparaissent totalement antipathiques. Egoïstes, avides, ne pensant qu'à leurs petites personnes et aux jouissances dont ils sont privés, ils sont incapables d'accrocher la moindre sympathie autre que très généralement humaine.

Les personnages de la pièce entrainaient une adhésion immédiate, chaleureuse, ceux du livre autorisent à réfléchir au cas qui est le leur.

Or l'antipathie est la bienvenue, qui permet d'affirmer froidement, comme malgré eux, sans rien leur devoir, que le sort fait à ces personnages est fou et indéfendable. Il faut le dire nettement pour se débarrasser soi-même : la suppression physique systématique des Juifs en tant que juifs et seulement juifs est une aberration devant laquelle la raison s'arrête. Devant une telle décision, comme devant le massacre des gitans, on n'a pour seul recours que de remonter à une explication ésotérique de magie devenue folle — on sait que c'est une tentative d'explication qui fut avancée pour les gitans — pour pouvoir même en approcher. Que l'on démonte le cours historique des choses pour en préciser le sens, soit ! Que l'on évoque une déviation monstrueuse sous l'influence de la guerre et de sa fièvre, sous l'influence d'un sadisme humain laissé à lui-même, peut-être ! Mais il faut en tout cas — et je dirais sans raisons humanitaires, pour soi-même — reconnaître que c'est là, au point d'arrivée, une folie dont il faudra toujours tenir compte.

Il faut d'ailleurs aussitôt remarquer — et s'étonner que personne n'ait eu l'honnêteté de le faire — combien la présence en France d'un gouvernement avait réellement protégé les Juifs. On ne peut s'empêcher de le penser en voyant la situation bien pire qui leur était

faite en Hollande. Cela a fait partie du rôle général de protection assumé par l'Etat français — et cela est bien ainsi. Le fascisme aussi fut, à l'origine, une protestation de la liberté !

L'analyse politique reste libre de ses conclusions. Dans le domaine de l'action politique — dont l'impureté forme la grandeur — beaucoup de contraintes sont souvent nécessaires : il faut néanmoins marquer les limites sans lesquelles on ne risque plus que de dire n'importe quoi.

Celà aussi est, au-delà de la sensibilité, un message d'Anne Frank.

Bernard VORGE.

COMMUNIQUÉ

Groupe d'Alger de « Défense de l'Occident »

Nous apprenons avec plaisir la naissance du petit PHILIPPE au foyer de nos excellents camarades Claude et Jacqueline BANA. Toutes nos félicitations aux heureux parents et nos vœux les plus sincères au petit Philippe.

***

Nos félicitations et nos vœux également à notre fidèle abonné Jean de CHAUNAC de LANZAC et à Madame à l'occasion de la naissance de leur petit PIERRE.

DOCUMENTS :

La Fonction politique du Patronat

par PHILIPPE SAINT-GERMAIN

Philippe Saint-Germain publie ces jours-ci un ouvrage qui a pour titre « La fonction patronale » et dans lequel il étudie le problème très délicat de la responsabilité politique du patronat. C'est là une question d'une grande actualité et les solutions qu'esquisse l'auteur retrouvent un courant profond de préoccupations actuelles. Nous sommes heureux d'en présenter cet extrait à nos lecteurs.

La fonction du capital privé devient fatalement un moyen inhumain d'exploitation qui n'a qu'un but spéculatif. Cette forme féodale du capitalisme se satisfait de l'anarchie politique, l'aménage et l'encourage dans ses erreurs les plus nuisibles car, sans la protection légale et fiscale qu'elle reçoit des politiciens qui lui sont redevables, elle ne vivrait plus.

Ce patronat sans visage, sans âme qui, dans une époque féroce, ne désire âprement le profit que pour le profit, a été le prétexte aux divagations sociales, aux sophismes des agitateurs et aux aventures intellectuelles des professionnels de l'Ouvriérisme. L'intellectualisme philosophique progressiste qui substitue aux véritables valeurs humaines du travail, de la famille, de la foi, de la corporation, les forces de la *culture*, de la raison, des sciences, a trouvé écho dans le monde chaotique de l'après-guerre, au sein d'un peuple et même d'une certaine élite désaxée par un « Système » politique corrompu.

Ces théories, apparemment attachantes, mais dont la finalité est (il est angoissant de le rappeler) le Bolchevisme, emploient les slogans éculés mais payants du socialisme, du progrès, de l'humanisme, de l'anti-colonialisme et de l'internationalisme. Elles ont livré un peuple d'artisans, de manuels, de chercheurs, d'ouvriers et de paysans à des Assemblées d'intellectuels ignorant à peu près tout des intérêts réels de la

communauté. La virulence de cette gangrène jette la confusion sur les valeurs essentielles et nie, au nom de la raison, les principes constitutifs comme l'autorité, la hiérarchie, la discipline. Il en résulte une anarchie que les pouvoirs publics, issus de gouvernements et de majorités de hasard, ne peuvent que constater. Les freins naturels que constituaient les forces spirituelles et morales se relâchent. Seules, les forces économiques assurent la continuité de l'existence nationale, et, par leurs efforts techniques, financiers, sociaux permettent à l'édifice lézardé de tenir.

En sera-t-il longtemps ainsi ? Là, se pose, dans sa tragique réalité, la responsabilité de l'*entreprise* et de ses *chefs*. Les communautés qui meurent et s'effacent devant une poussée révolutionnaire, ont, très souvent, par leurs erreurs et leur indifférence, préparé leur chute. C'est la loi de la vie. Les chefs qui ont reçu la responsabilité de l'aventure industrielle, doivent, jusqu'au bout, accepter leur mission de « nourrisseurs d'hommes ». La stricte prospérité matérielle de leurs affaires n'est pas une fin honorable, intelligente et durable. Elle peut donner l'illusion de la prospérité nationale, mais elle compromettrait définitivement le système capitaliste si elle devait continuer d'ignorer l'évolution humaine

La *centralisation* des intérêts économiques dans des organismes sans âmes et sans contact avec la profession, ne peut se justifier que pour des raisons de politique qui n'ont aucun rapport réel avec le travail, et s'il est vrai qu'il existe sous forme anonyme un capitalisme sans patron, il est criminel et malhonnête de vouloir généraliser cet égarement. L'entreprise est un lien social : ses chefs, ses cadres patronaux ou ouvriers doivent prendre conscience de leurs responsabilités et de leur rôle dans l'édification de la cité et la prospérité de la nation. Beaucoup plus que d'esprits brillants, l'Economie française et le pays ont besoin de caractère, de courage, de volonté, de désintéressement, d'énergie, de commandement. La trop grande place réservée en France aux formes de l'intelligence est un mal et un abus car ni la raison, ni le raisonnement n'empêcheront les communautés nationales et et privées de s'inspirer des principes d'autorité, de hiérarchie et de charité qui constituent la tradition.

Salazar, le guide spirituel et temporel du Portugal, pensait que « l'ordre n'est pas un produit spontané des sociétés mais celui de la volonté et de l'autorité ». Cette sagesse qui exclut la dérobade devant la réalité est celle qui rend sa valeur à la fonction patronale dans cette époque où le

cynisme, l'applomb, le vernis et le culot tiennent lieu de méthodes. Le rôle de chef d'entreprise est un *métier* avec ses exigeances, ses servitudes, ses droits et ses devoirs. C'est un combat où l'on ne saurait se défendre qu'en attaquant, ce qui rend à la formule réactionnaire du patronat de choc, son véritable sens constructif d'une minorité qui n'agit pas, elle, comme les démagogies avec la complicité de l'ensemble. C'est la manière d'allier l'économie, la politique et la morale. C'est l'art d'apprécier exactement les données naturelles, d'en saisir les causes et les aboutissements. C'est une des dernières chances offertes à l'humanité du XXe siècle contre la tentation de l'idéologie deshumanisée qui guette l'ultime défaillance de notre vieux continent. C'est la riposte de quelques-uns contre tous, de la réalité contre l'illusion, du social contre le Socialisme, de l'ordre contre l'anarchie, du bien contre le mal, de Dieu contre Satan.

Quand tout s'effondre dans un pays, la volonté d'une minorité peut tout sauver si elle accepte, pour elle-même, l'impopularité au sein de cette « grande fête de la lâcheté et de la peur » que Bernanos avait prédite à la bourgeoisie. Le temps qui vient sera pour le patronat l'épreuve décisive où la force essaiera, par le chantage, la violence et la ruse de jouer sa carte « d'interlocuteur valable ».

Le patronat ne subsistera, et avec lui, qu'on le veuille ou non, la civilisation que s'il bat l'adversaire sur ce terrain où il a eu grand tort de ne pas prendre l'initiative de l'attaque, celui du social. Dans la mesure où l'exercice complet de sa fonction sera assuré avec tenacité, il arrachera à l'ennemi la seule arme qui soit véritablement dangereuse, cent fois plus dangereuse que les chars blindés : la lutte des classes. Dans la mesure où la connaissance de sa mission nationale l'aménera à manifester sa volonté par tous les moyens dont il dispose, le chef d'entreprise évitera l'aventure où la trahison des clercs entraîne un pays raisonnable mais léger. Dans la mesure où la connaissance spirituelle d'une fonction qui n'est pas seulement temporelle, le hantera dans sa gestion, son administration et ses rapports, il participera au réarmement moral que même les esprits ne partageant pas la foi chrétienne, souhaitent. Dans la mesure enfin où son action directe sur les événements, les hommes, les idées, la presse s'exercera, il contribuera à freiner le délabrement d'institutions et d'assemblées nées sous le signe de la confusion révolutionnaire de 1944.

(*A paraître prochainement :* « La Fonction Patronale »).

UN DOCUMENT CAPITAL :

LA NOUVELLE COURSE AU PÉTROLE

Depuis de nombreuses années Pierre Fontaine attire l'attention du public sur l'importance capitale qu'ont pris à notre époque le pétrole et sa recherche à travers le monde. Un des premiers il avait su voir là une sorte de révélateur de la politique mondiale qui permettait d'en faire apparaître le sens profond sous le camouflage des alibis.

Pétrole, au sens propre, première source d'énergie du monde, c'est devenu un leit-motiv. Mais Pierre Fontaine, qui a grandement contribué à répandre cette vérité, brosse maintenant, dans le nouveau livre qu'il vient de publier (1), un tableau d'ensemble des richesses qu'il représente par tout le globe et des lignes de force que dessinent les convoitises.

« Les nations, écrit-il, pas plus que les trusts n'inventent les mobiles des querelles internationales pour lesquels des prétextes politiques ou confessionnels sont exploités. Les futurs événements qui bouleverseront le monde sont prévisibles avec autant de sûreté que les troubles d'Iran, d'Afrique du Nord, de Suez que nous annonçâmes à l'avance. Même si le pétrole venait à disparaître comme carburant (il devrait l'être depuis vingt-cinq ans), la pétrochimie tirant plus de deux mille dérivés du pétrole brut assure une extraordinaire survie rentable aux hydrocarbures. Ce qui explique les tentacules des trusts pétroliers vers les industries chimiques mondiales. Aussi, loin de perdre leur importance par leurs excès, les tenants du pétrole deviennent-ils plus envahissants chaque jour. Le pompiste ne leur suffira plus pour vendre leurs produits, il leur faudra le bazar, l'épicier, le quincaillier pour offrir les objets, les tissus, les jouets en matières plastiques, les détersifs et autres produits insecticides tous extraits du naphte. Le danger des « monstres industriels » du pétrole dans la vie des nations grandit avec le temps.

(1) La nouvelle course au pétrole. Ed. « Les Sept Couleurs ».

D'après une statistique générale pour l'année 1956, la France compte 1 véhicule motorisé pour 11 habitants tandis que les Etats-Unis enregistrent le record avec 1 pour 2,6 habitants ; Canada 1 pour 4. Détachons de la longue liste l'U.R.S.S. avec 1 pour 70 habitants et la Chine 1 pour 4.957. Ces indications pourraient à elles seules, expliquer l'impératif de la course au pétrole. Aux pays gros buveurs d'essence s'opposent des pays « sous-motorisés » marchant à pas de géant vers le progrès et qui, à bref délai, auront un besoin de plus en plus grand de carburant qu'à défaut de trouver chez eux en quantité suffisante, il faudra bien puiser autre part, avec ou sans devises étrangères, à moins qu'ils n'appartiennent au même bloc idéologique.

Notre but est de faire comprendre aux électeurs les dangers que leur font courir les insatiables appétits du pétrole. La **Guerre Froide du Pétrole** peignit en de larges touches l'action des pétroliers à travers le monde en montrant qu'ils étaient plus puissants que les gouvernements. Avec **Bataille pour le pétrole français,** nous indiquâmes que la France et l'Union française n'échappaient pas à cette dictature extérieure. Ce nouvel ouvrage est la narration des rapports de l'Europe, vivant désormais sous la menace de la disette de pétrole, avec ses fournisseurs ou ceux en puissance de le devenir. »

En fait, tous les points du monde se trouvent évoqués dans cette étude : Suez bien sûr, l'U.R.S.S., l'hémisphère américain, les pays arabes et l'Afrique. Beaucoup de problèmes aussi, comme celui du transport du pétrole lointain, qui depuis le blocage du canal de Suez a pris l'importance que l'on sait.

Un aspect de l'ouvrage de Pierre Fontaine qui retiendra tout particulièrement l'attention est l'examen qu'il fait des ressources pétrolières à la disposition de la France : production étrangère, Sahara, richesses métropolitaines. C'est un bilan capital.

Pour quelles raisons la France a-t-elle manqué de pétrole ? se demande l'auteur. Au moment de la crise de Suez, nous avions, selon les experts, de 1 à 3 mois de stocks de réserves ! Et personne ne savait au juste ce dont nous disposions ! Pierre Fontaine analyse dans ses détails la désinvolture avec laquelle fut traitée cette « nécessité nationale » qu'est le pétrole : analyse qui fait encore une fois ressortir le jeu des intérêts privés abandonnés à eux-mêmes par l'impéritie gouvernementale.

Sur quelles perspectives nous laisse un tel ouvrage ? Sur la nécessité absolue de mettre de l'ordre dans ce secteur capital de l'économie et de la vie française. L'auteur écrit en conclusion :

« L'Etat avec son régime mixte de semi-étatisation lorsqu'il s'agit de sociétés françaises et de liberté complète pour les firmes étrangères établies sur son sol, est-il qualifié pour entre-

prendre un travail de monopole qui est une politique de vaste envergure ?

Dans les circonstances actuelles, les nombrils qui s'adorent et se placent au-dessus des discussions n'ont plus cours. C'est l'Etat qui paie, c'est-à-dire la masse qui entend être servie avec intelligence... L'état dans lequel se trouva la France quand les tankers n'arrivèrent plus par Suez doit suffire à stigmatiser l'incapacité d'un système. Car, moins de pétrole fut aussi moins de ciment et d'acier.

Une indépendance économique donc diplomatique ne sortira qu'après une réforme complète des méthodes pétrolières françaises. Il ne s'agit peut-être que de mettre chacun à sa place dans un « Comité National du Carburant » qui unifiera et simplifiera les tâches au lieu de les diviser et de les compliquer. »

Vastes perspectives qui souligne encore l'importance d'un sujet et d'un ouvrage.

Jean GALTIER-BOISSIÈRE

Pour comprendre le désordre, lisez :

NOUVEAU DICTIONNAIRE DES GIROUETTES

2 vol. illustrés, chacun ..... 400 frs

Le Crapouillot, 3, place de la Sorbonne, Paris (5)

Nos lecteurs nous écrivent...

Paris, le 14 Octobre 1957.

« Cher Monsieur Bardèche,

« Je viens de lire votre article émouvant et désabusé, intitulé : « Réflexions sur le Fascisme ». Vous concluez magnifiquement : « On nous rendrait un grand service si l'on parvenait à exorciser nos fantômes en leur ôtant leur linceul de silence et de malédiction ».

« Aucune tâche ne me tient à cœur autant que celle-là et, si j'ai pensé que mes réflexions à ce sujet pourraient être de quelque intérêt pour vous, c'est parce qu'un passage de votre article parait bien indiquer qu'une partie des circonstances dans lesquelles fut tissé ce « linceul de silence et de malédiction » sont inconnues de vous, comme elles le sont sans doute de la presque totalité de nos camarades et des Allemands eux-mêmes.

« Ce dévouement monastique à leur pays, à sa puissance, à sa victoire » — dites-vous — « il n'est pas douteux que des hommes comme Hitler, Goebbels, Speer, et bien d'autres sous leurs ordres ne l'aient eu... »

« J'avoue que j'ai bondi en lisant cette phrase. Comment est-il possible de mettre ainsi sur le même plan Hitler, qui fut l'âme de la résistance au bolchevisme, Goebbels, qui lui fut fidèle jusqu'à la mort, et Speer, qui, s'il n'a peut-être pas tué Hitler, a du moins tenté de le faire et l'a hautement proclamé devant le tribunal de Nuremberg.

« J'ai lu beaucoup de livres, depuis de nombreuses années, sur la capitulation de l'Allemagne car ce sujet m'obsède. Je n'étais pas de ces esprits « clairvoyants » qui des mois ou des années à l'avance l'avaient reconnue inévitable. Lorsqu'elle devint un fait accompli, j'eus peine à y croire et je voulus en avoir l'explication. Je crois l'avoir trouvée, mais elle est fort éloignée de celle qui est généralement admise.

« La thèse officielle peut se résumer ainsi : « Hitler, ayant échoué dans la défense de Berlin, reconnut que la guerre était perdue et décida de se donner la mort. Il désigna par testament le grand amiral Dönitz pour lui succéder et les plénipotentiaires du gouvernement formé par Dönitz signèrent à Reims la capitulation sans conditions de l'Allemagne.

« A cela on peut objecter immédiatement que Dönitz, dans sa proclamation du 1er mai 1945 au peuple allemand, n'a pas dit ni laissé

entendre que le Führer s'était suicidé mais bien qu'il avait « risqué sa vie et trouvé la mort des héros ».

« On peut objecter également qu'il n'a pas parlé de testament et a jugé superflu d'expliquer comment, de Berlin encerclé et sans communication, même par radio, avec le monde extérieur, Hitler lui avait fait connaître sa décision, — omission regrettable qui l'a fait traiter par certains journaux américains de « self-made successor ».

« On peut objecter surtout — maintenant que de nombreux documents ont été publiés sur la question — que Dönitz n'était qu'un instrument entre les mains de Speer et que, de ce fait, la capitulation allemande ne paraît pas avoir une très grande valeur juridique.

« Il est déjà troublant que la proclamation de Dönitz ait été faite sur le poste de radio de Hambourg où, une dizaine de jours auparavant, avec la complicité du gauleiter Kaufmann, Speer avait fait enregistrer un discours destiné à être prononcé « après la mort de Hitler ».

« Il est troublant que Speer, qui figurait déjà sur la liste des ministres préparée par les conjurés du 20 juillet 1944, figurait également parmi les ministres de Dönitz. Mais plus significatif encore est cet extrait d'une déposition écrite faite à Nuremberg par un ami de Speer, l'as de la Luftwaffe, Werner Baumbach : « Dans les jours qui ont précédé la capitulation sans conditions, Speer « accompagnait » (je crois que c'est le mot qui convient) Dönitz pour l'empêcher, « comme il me l'a dit lui-même », de faire des sottises. Lui-même appelait cela un gouvernement d'opérette. »

« Speer, qui sous prétexte que les hommes du Parti n'étaient pas compétents en matière économique, ne voulait avoir dans son ministère que des hommes d'affaires et des techniciens, s'efforçait secrètement depuis des mois de saboter les ordres de Hitler et de précipiter la défaite de son pays.

« C'est à cause de lui que le port d'Anvers est tombé intact en août 1944, aux mains des Anglais et c'est par sa volonté que les Américains ont pu s'emparer du pont de Remagen, en mars 1945, et traverser le Rhin.

« C'est Speer qui intervint, avec un succès partiel cette fois, pour que le groupe d'armées de la Vistule se repliât en contournant Berlin au lieu de se replier sur Berlin qu'il avait mission de défendre. C'est Speer qui fit placer sous le commandement de son acolyte, le lieutenant-colonel Baumbach, déjà nommé, afin d'avoir la certitude qu'elles resteraient inutilisées, les armes nouvelles qui auraient infailliblement rendu à l'Allemagne la maîtrise du ciel.

« C'est ce même Speer qui, après le coup d'Etat manqué du 20 juillet 1944, protesta contre la condamnation de l'officier chargé par les conjurés d'établir la liaison avec lui, le général Fromm.

« C'est Speer encore, qui dès Février 1945, avait fait des préparatifs pour assassiner Hitler en faisant pénétrer des gaz asphyxiants par

l'ouverture d'aération de l'abri de la Chancellerie. Hitler dut se méfier car il fit construire une cheminée haute de quatre mètres au dessus de l'ouverture et le projet ne put être exécuté.

« C'est Speer encore et toujours qui, en mars et en avril 1945, dans un but dont il ne faisait nullement mystère, se fit remettre personnellement par son chef du département « munitions », des mitraillettes et des pistolets à la douzaine.

« Tel était ce Speer qui se piquait volontiers d'être un artiste. Sans doute faut-il comprendre qu'il avait une prédilection pour « l'assassinat considéré comme l'un des beaux-arts ».

« Tout ce qui vient d'être dit figure dans des documents, dont le moins important n'est pas le compte rendu officiel du procès de Nuremberg.

« Comment dans ces conditions ne pas soupçonner Speer d'avoir finalement réussi à éliminer Hitler ?

« La fin de Hitler est restée mystérieuse et les témoignages relatifs à son suicide sont contradictoires et en grande partie irrecevables.

« La seule chose dont on soit sûr c'est qu'un dernier conseil de guerre fut tenu dans l'abri de la Chancellerie, le 22 avril ; après quoi tout devient confus. Au cours de ce conseil de guerre — orageux, nous dit-on — Hitler, se rendant subitement compte que tout était perdu, aurait ordonné à Keitel et à Jodl de partir « dans le Sud de l'Allemagne », tandis que lui-même resterait à Berlin pour y affronter la mort. Keitel et Jodl, entre parenthèses, pensant probablement que le Sud de l'Allemagne s'étendait jusqu'à la mer Baltique, s'empressèrent de rejoindre Dönitz à Ploen, près de Lübeck.

« Toujours est-il que, le lendemain, 23 avril, Speer se faisait transporter par avion à Berlin « pour prendre congé », dit-il « de différents collaborateurs (ils pouvaient donc sans danger rester à Berlin ?) et, pour le dire franchement, pour me mettre malgré tout ce qui s'était passé à la disposition de Hitler (tu parles !) »

« D'après ce que nous connaissons du personnage, il est plus probable que, ayant réussi à faire le vide autour de Hitler, il venait, en grand artiste, régler dans les détails la mise en scène de l'assassinat.

« Comment Hitler a-t-il été « suicidé » ? Le comte Bernadotte, bien placé pour savoir ce qui s'était passé, rapporte dans son livre « La Fin » ce que lui a dit à ce sujet l'ignoble petite crapule Schellenberg, dont on vient de publier les mémoires : « Je pense que le Führer a du passer de vie à trépas le 27 avril et présume qu'on lui a fait une piqûre. Qui s'est chargé de l'injection ? Je l'ignore. »

« Il semble que cet aveu dépourvu d'artifice ne soit pas trop loin de la vérité.

« Que conclure ? Assurément et en premier lieu qu'il y avait « quelque chose de pourri » dans le troisième Reich ; puisque ce n'est pas faute de moyens matériels que l'Allemagne a perdu la guerre (le procureur américain, incapable de tenir sa langue, a même insinué à

Nuremberg que l'Allemagne avait expérimenté — sur des Juifs, cela va de soi — un certain explosif capable de détruire instantanément vingt mille personnes sans qu'il en reste rien) ; ensuite, qu'il a fallu la colossale mystification à laquelle s'est prêtée l'amiral Dönitz, terrorisé par Speer, pour briser le moral du peuple allemand ; enfin, et c'est ce qui nous importe, que ni Goebbels n'a menti en affirmant jusqu'au bout sa certitude de la victoire, ni Hitler n'a songé à sacrifier l'existence de son peuple dans une lutte sans espoir.

« Ceci admis, les Allemands pourraient sans doute renoncer avantageusement au complexe de culpabilité qui les paralyse et nous avec eux.

« Les techniciens de la publicité ont eu un jour la malencontreuse idée de démontrer qu'il leur était possible de faire admettre n'importe quoi, par un peuple entier, en l'espace de quelques jours. « Garap » gouverne le monde. Il est certes dangereux de braver un aussi puissant personnage. C'est à nous pourtant qu'il appartient, puisque personne ne s'en charge, de démasquer son impudence et de crever ses bouteillons — fussent-ils en forme de satellites artificiels !

« Bien que cette lettre soit longue, j'espère ne vous avoir pas trop ennuyé.

« Je vous suis reconnaissant du réconfort que j'ai toujours trouvé dans vos livres et vos articles, au cours des longues années d'épreuve. J'admire votre courage et l'élévation de votre pensée.

« Croyez, cher Monsieur Bardèche, à toute ma sympathie. »

ERRATUM

Dans notre dernier numéro, une erreur a déformé la pensée de Michel Mourre et lui a fait dire, sur un point précis, le contraire de ce qu'il voulait dire.

Au bas de la page 46, au lieu de : « *Il faut bien convenir que ce n'est pas du tout là la ligne romantique, moderne, celle de Balzac, celle de Barrès...* », il fallait lire : « *Il faut bien convenir que ce n'est pas du tout là* la ligne antique d'Aristote et de Saint Thomas, mais *la ligne romantique, moderne, celle de Balzac, de Barrès...* ».

Le Gérant : Jacques POILLOT.

Imprimerie Maurice MIDOL, Montargis (Loiret)
N° d'impression : 996. Dépôt légal : 4e trimestre 1957.

cela
nent
allu
ter-
, et
us-
fier

an-
vee

use
rte
p »
ant
une
eil-

rop

ivé
ve.